

CONFÉRENCE NATIONALE SUR  
LA RELANCE ÉCONOMIQUE

## Le CNESE transmet un rapport au Président Tebboune

P. 24

SAHARA OCCIDENTAL

## L'Algérie déplore le fait que des obstacles aient été dressés face à la Minurso

P. 14

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

## Election de l'Algérie au Conseil d'administration pour trois ans

P. 4

### ELECTIONS LÉGISLATIVES

# Le FLN arrive en tête avec 105 sièges, les indépendants en seconde position avec 78 sièges

Le parti du Front de libération nationale (FLN) est arrivé en tête des élections législatives du 12 juin avec 105 sièges remportés sur les 407 que compte l'Assemblée nationale populaire, selon les résultats préliminaires annoncés mardi par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Le FLN est suivi par les indépendants avec 78 sièges, le MSP avec 64 sièges, le RND avec 57 sièges, le Front El-Moustakbel avec 48 sièges, et Mouvement El-Bina avec 40 sièges.

P. 3



### CRIME ELECTRONIQUE

## Des membres d'un réseau subversif livrent les détails de leur exploitation pour attenter à la sécurité de l'Etat

P. 4

### EXAMENS DU BEM 2021

## Sept candidats passent les épreuves au centre anti-cancer d'Oran

P. 3

### JUSTICE

## Corruption : un alourdissement de la peine requis contre "El Boucher"

P. 24

### SANTÉ

#### GINGIVITE

## Comment éviter qu'elle revienne

P.p 12-13

### FOOTBALL

COUPE DE CONFÉDÉRATION  
(1/2 FINALE - ALLER)

## La Fécafoot confirme le déroulement de Coton Sport-JSK à Yaoundé

P. 21



FESTIVAL CULTUREL  
EUROPÉEN

## La 21<sup>e</sup> édition à partir du 24 juin à Alger

P. 16

### MDN

LUTTE CONTRE  
LE TERRORISME

## Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar

P. 24

## EXAMEN DU BEM Lancement à partir de Tiaret des épreuves au profit des détenus



Le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zreb, a donné, mardi à Tiaret, le coup d'envoi des examens du Brevet d'enseignement moyen concernant la catégorie des détenus dans les établissements pénitentiaires.

Ainsi, 4.103 détenus dont 45 filles sont candidats aux examens du BEM au titre de la session de juin 2021, répartis à travers 46 établissements pénitentiaires à travers le territoire national agréés par le ministère de l'éducation nationale comme centres d'exams, a souligné le ministre de la justice dans un communiqué.

Il est à noter qu'au cours de cette année scolaire 2020/2021, quelque 35-

922 détenus ont été inscrits à divers paliers de leurs études, dont 28.917 inscrits dans l'enseignement à distance, 52 dans l'enseignement supérieur et 6.953 inscrits aux cours d'alphabétisation.

Le directeur général de l'administration pénitentiaire et de réinsertion supervisera le lancement des examens du BEM, dans l'après midi, au niveau de l'établissement de rééducation et de réadaptation d'Aïn Ouassara (Djelfa), rappelle-t-on.

## ILLIZI Deux morts dans un accident de la route près de la région El hamra



Deux (2) personnes ont trouvé la mort suite à un accident de la circulation survenu près de la région El Hamra, dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris mardi auprès des services de la protection civile (PC).

L'accident s'est produit lundi suite au dérapage et renversement d'un véhicule tout terrain à une distance de 30 kilomètres de la région El Hamra, au niveau de la route nationale (RN-3), causant la mort sur place de deux personnes, un homme (50 ans) et une jeune fille (25 ans), selon la même source.

Les agents de la protection civile sont intervenus pour évacuer les corps des deux victimes à la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) de la commune de Bordj Omar Driss.

Une enquête a été ouverte par la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident mortel.

## LPP Des instructions pour l'achèvement de tous les projets avant fin 2021



Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a donné, lundi, des instructions aux responsables de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) pour l'achèvement de tous les projets de Logements promotionnels publics (LPP) avant fin 2021, a indiqué le ministère.

M. Belaribi a donné ces instructions lors d'une réunion technique qu'il a présidée et à laquelle ont pris part le Secrétaire général du ministère, le chef de Cabinet ainsi que le PDG de l'ENPI, lit-on dans un post sur la page Facebook du ministère.

Cette réunion a été consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des projets LPP, notamment ceux devant être distribués le 5 juillet prochain, ajoute-t-on de même source.

M. Belaribi a donné des instructions à l'effet d'achever tous les projets LPP avant fin 2021 et de mettre en demeure les souscripteurs n'ayant pas procédé au versement de la deuxième et troisième tranches de leurs logements, selon la même source.

## NÂAMA Deux passagers d'un véhicule percutés mortellement par un train



Deux personnes sont mortes à bord d'un véhicule percuté par un train de transport de voyageurs lundi dans la commune de Nâama, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

L'accident s'est produit à 16H05Mn au niveau d'un passage à niveau à proximité de la cité 520 logements, à l'entrée nord de la commune de Nâama, lorsqu'un véhicule utilitaire tentait de passer au même moment que le train de transport de voyageurs assurant la desserte Oran-Béchar, a-t-on indiqué.

Deux personnes âgées de 56 et 57 ans qui étaient à bord du véhicule sont mortes sur place et les agents de l'unité principale de la protection civile soutenus par deux camions de secours et deux ambulances sont intervenus pour transférer les corps des victimes à la morgue de l'hôpital Kadri Mohamed de Nâama, a-t-on ajouté.

Les services de sûreté ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

## LOGEMENTS AADL Des instructions pour l'examen de la 2<sup>e</sup> vague de recours des souscripteurs de l'AADL 2013 (ministère)



Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a instruit, lundi, les responsables de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL), à l'effet "d'examiner la 2<sup>e</sup> vague des dossiers de recours des souscripteurs de l'AADL 2013, n'ayant pas payé la première tranche afin qu'ils puissent télécharger leurs ordres de versement", a indiqué le ministère.

Le ministère a rappelé que la remise des ordres du premier versement aux titulaires des recours n'ayant pas payé la première tranche, a débuté le 31 mars dernier au profit de plus de 18.000 souscripteurs.

L'AADL informera ses souscripteurs, au cours de cette semaine, des évolutions de l'examen des recours de ceux qui n'ont pas payé la première tranche.

## ADRAR 150 interventions lors des journées médiocoirurgicales en ophtalmologie

Près de 150 interventions chirurgicales en ophtalmologie seront effectuées à compter de lundi au niveau de l'établissement public hospitalier EPH-Abdelkrim Boudergouma à Adrar, au profit de malades nécessiteux, dans le cadre de journées médiocoirurgicales en ophtalmologie.

Ménées en coordination avec l'association humanitaire nationale "Nedjda" et des acteurs associatifs locaux, les interventions seront assurées, cinq jours durant, par une équipe de spécialistes bénévoles issus de différentes régions du pays, a indiqué la présidente de l'association sociale "Bâtisseurs d'un avenir radieux", Hadjira Hachem. Les services de la direction de la Santé et de la Population d'Adrar ont procédé à l'ouverture d'un pavillon d'ophtalmologie au niveau de l'EPH-Abdelkrim Boudergouma mis en exploitation à l'occasion de ces journées médiocoirurgicales et appelé à contribuer à la promotion des prestations médicales d'ophtalmologie. Ce pavillon devra être exploité, une fois étoffé en encadrement médical nécessaire, comme clinique spécialisée en ophtalmologie, a-t-on assuré.

## MÉDÉA Le corps sans vie d'un enfant repêché dans un plan d'eau à Tablat

Le corps sans vie d'un enfant a été repêché lundi en fin de matinée, dans un plan d'eau situé dans la commune de Tablat, à 95 km au nord-est de Médéa, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Agé de treize (13) ans, l'enfant est mort noyé dans un bassin d'eau d'une profondeur de trois mètres, alimenté par le "Oued Isser" qui traverse la commune de Tablat, a indiqué la même source, précisant que la victime était venue se baigner dans ce plan d'eau, situé au lieu-dit "Fellouka", très fréquenté pendant la saison estivale par les jeunes de la région. Plusieurs plongeurs sauveteurs de la protection civile d'Ouzera, centre de Médéa, venus en renfort, ont été mobilisés dans l'opération de recherche qui a duré plus d'une heure, a-t-on signalé. Ce décès porte à quatre le nombre de morts par noyade au niveau de la wilaya de Médéa, depuis le début de l'année, alors qu'il a été enregistré, en 2020, neuf décès, des enfants en majorité, a-t-on rappelé.

## ELECTIONS LÉGISLATIVES Le FLN arrive en tête avec 105 sièges, les indépendants en seconde position avec 78 sièges

Le parti du Front de libération nationale (FLN) est arrivé en tête des élections législatives du 12 juin avec 105 sièges remportés sur les 407 que compte l'Assemblée nationale populaire, selon les résultats préliminaires annoncés mardi par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

Le FLN est suivi par les indépendants avec 78 sièges, le MSP avec 64 sièges, le RND avec 57 sièges, le Front El-Moustakbel avec 48 sièges, et Mouvement El-Bina avec 40 sièges.



## EXAMENS DU BREVET D'ENSEIGNEMENT MOYENS Alger : les épreuves débutent dans de bonnes conditions et dans le strict respect du protocole sanitaire contre Covid-19

Les épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM, session 2021) ont débuté mardi matin dans de bonnes conditions d'organisation et dans le strict respect du protocole sanitaire mis en place contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, a observé l'APS dans nombre de centres d'examen à travers la capitale.

Ce premier jour d'examen, les candidats passent les épreuves de langue arabe et de sciences physiques et technologie dans la matinée et celles d'éducation islamique et d'éducation civique dans l'après-midi, et ce, à travers 189 centres d'examen relevant des trois (3) directions de l'Éducation d'Alger.

Il s'agit de 11.241 candidats à Alger-centre répartis à travers 40 centres d'examen, de 23.224 candidats à Alger-est répartis à travers 71 centres et de 24.704 candidats à Alger-ouest répartis sur 78 centres. Toutes les conditions matérielles et humaines ont été réunies pour assurer le bon déroulement de cet examen qui se tient pour la

deuxième année consécutive sur fond d'épidémie de Covid-19 avec le strict respect du protocole sanitaire mis en place à cet effet, a-t-on constaté sur place. Au niveau du centre d'examen Farid-Maghraoui d'El Madania (Alger) où toutes les conditions matérielles, humaines et préventives ont été réunies, les premiers candidats ont commencé à arriver vers 07h30. Certains paraissaient stressés alors que d'autres semblaient détendus et déterminés à décrocher cet examen pour rejoindre le secondaire. Kaouthar, 14 ans, s'est dite "rassurée et bien préparée pour passer cet examen et le décrocher", d'autant qu'elle est une bonne élève ayant obtenu des moyennes élevées proches de 18/20 aux premier et deuxième trimestres, tenant à remercier sa mère qui a veillé à lui assurer toutes les conditions nécessaires pour l'aider à préparer à cet examen. Contrairement à Kaouthar, les candidats Kenza, Mouad et Mohamed paraissent stressés, malgré leur bonne préparation. Mohamed



quant à lui a exprimé des appréhensions en raison de la programmation de trois matières durant le premier jour d'examen. La responsable du centre, Louiza Lagha a affirmé que "toutes les conditions

ont été réunies pour le bien-être des étudiants et le bon déroulement de l'examen, outre la garantie des mesures de protection des candidats contre le Coronavirus", ajoutant que l'établissement a été

doté des produits de désinfection, tout en veillant à la distanciation physique et en distribuant des masques de protection au profit des candidats. Il a été procédé au marquage au sol au niveau de ces centres pour organiser le déplacement des candidats, afin de préserver la santé de tout un chacun, sans pour autant oublier l'aménagement d'une salle de soins et la mobilisation de psychologues spécialistes pour accompagner les élèves sur le plan psycho-sanitaire. Concernant les mesures de lutte contre la fraude, les élèves ont été soumis à la fouille individuelle à l'entrée du centre d'examen, au retrait des téléphones portables et à un détecteur de métaux. Au total, 641.187 candidats à travers l'ensemble du territoire national devront passer à partir de ce mardi les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour la session de juin 2021. Il s'agit de 625.223 candidats scolarisés dont 292.767 garçons et 332.456 filles, et 15.964 candidats libres (11.100 garçons et 4.864 filles).

## Lancement à partir de Tiaret des examens du BEM au profit des détenus dans les établissements pénitentiaires

Le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zreb, a donné, mardi à Tiaret, le coup d'envoi des examens du Brevet d'enseignement moyen concernant la catégorie des détenus dans les établissements pénitentiaires.

Ainsi, 4.103 détenus dont 45

filles sont candidats aux examens du BEM au titre de la session de juin 2021, répartis à travers 46 établissements pénitentiaires à travers le territoire national agréés par le ministère de l'éducation nationale comme centres d'examen, a souligné le ministère de la justice dans un communiqué.

Le nombre de détenus candidats à ces épreuves a augmenté cette année de l'ordre de 48% par rapport à l'année précédente. Cet examen est organisé sous la tutelle de l'Office national des examens et concours et encadré par des enseignants affiliés au secteur de l'éducation, conformément à l'ac-

cord conclu entre le ministère de l'Éducation nationale et celui de la Justice. Il est à noter qu'au cours de cette année scolaire 2020/2021, quelque 35.922 détenus ont été inscrits à divers paliers de leurs études, dont 28.917 inscrits dans l'enseignement à distance, 52 dans l'enseignement supérieur et 6.953

inscrits aux cours d'alphabétisation. Le directeur général de l'administration pénitentiaire et de réinsertion superviserait le lancement des examens du BEM, dans l'après-midi, au niveau de l'établissement de rééducation et de réadaptation d'Aïn Ouassara (Djelfa), rappelle-t-on.

## Les enfants courage : sept candidats passent leur BEM au centre anti-cancer d'Oran

Le Centre anti-cancer (CAC) Emir Abdelkader de Messerghine (à l'est d'Oran) organisera mardi, à son niveau et pour la première fois, les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) au profit de sept élèves hospitalisés.

Ces sept enfants, malgré un parcours scolaire et sanitaire très difficile, ont choisi de relever le défi et de passer l'examen de la fin du cycle moyen au niveau de l'hôpital. L'initiative a été lancée par la direction locale de l'éducation qui a décidé de donner une chance aux enfants hospitalisés au CAC de subir les épreuves de cet examen scolaire. Dans une grande salle aménagée, l'équipe de l'APS retrouve ces candidats en pleine séance de révision des cours. Il s'agirait presque d'une scène ordinaire. Des élèves penchés sur leurs cahiers, tentant d'absorber un maximum d'informations à la veille d'un examen important.

C'est en relevant la tête qu'une autre réalité apparaît : des enfants au teint blafard,

affaiblis par la maladie, ne souhaitant pas répondre aux questions indiscrètes et insistantes d'un journaliste.

Le regard d'abord fuyant, freiné par cette grande pudeur qu'ont les malades à parler de leur souffrance, Mouad, un jeune adolescent de 14 ans, fini par s'ouvrir l'espace d'un instant.

### L'espoir, une motivation, un moteur

A cette question presque indécente, lui demandant les motivations qui le poussent à passer cet examen, il répond "L'espoir". "Sans espoir, il n'y a plus rien", dit-il avec philosophie.

La psychologue le reprend d'auspice. "Ce sont des enfants très courageux qui, malgré un parcours scolaire très instable, ont choisi de relever le défi", soutient-elle en cherchant leurs regards.

"Dites-vous qu'une note de dix ou de onze sur vingt dans votre condition, équivaut

à un 15 ou à un 16 sur vingt d'un enfant normal", ajoute-t-elle encore pour les encourager. A ces mots certains enfants sourient. Une petite lueur se met à briller dans leurs yeux creusés par la fatigue. "Ils sont de petits héros sans le savoir", rétorque le Pr Amaria Boumeddène, chef de service d'oncologie pédiatrique au CAC d'Oran. "Ils affrontent la maladie, la souffrance et la mort tous les jours", dit-elle de sa voix calme et sereine qui contraste avec la dureté de l'environnement qui l'entoure.

### La table vide d'une candidate décédée

Lors de la visite des deux salles d'examen qui accueilleront mardi les épreuves, une des enseignantes les larmes aux yeux, désigne une table. Elle s'approche pour montrer une étiquette portant les coordonnées d'une candidate. D'une voix tremblante par l'émotion, elle explique que c'est la place d'une enfant, décédée il y a quelques jours

de cela. A la base, huit candidats devaient passer l'examen. Ils ne sont que sept à s'y rendre mardi. La mort semble planer sur les lieux. Un silence lourd pèse sur les présents. Pourtant, les enfants-courageux devront vivre et composer avec le spectre de la mort.

"Nous leur répétons que la mort est notre destin à tous et qu'il y a des malades de longue date qui survivent à la maladie alors que des bien-portants meurent subitement", avance le Pr. Boumeddène qui a appris, grâce à sa longue expérience en oncologie pédiatrique, à leur parler et à les écouter. Encadrée par des enseignants détachés par la direction de l'éducation, une mini-école assure la scolarité des enfants tout au long de l'année. Les enfants hospitalisés, en mesure de se déplacer, portent des tabliers et se rendent eux-mêmes et sans aide, à la salle de cours. "Ca leur donne l'impression de retrouver, l'espace de quelques heures, une vie normale", note le Pr. Boumeddène.

## CRIME ELECTRONIQUE

## Des membres d'un réseau subversif livrent les détails de leur exploitation pour attenter à la sécurité de l'Etat

Des membres d'un réseau subversif, récemment démantelé, activant sur des réseaux sociaux dans plusieurs wilayas ont livré, lors d'une enquête diffusée par la télévision algérienne, les détails de leur exploitation par des étrangers qui les incitaient à attenter à la sécurité de l'Etat en contrepartie de sommes faramineuses.

Diffusée par la télévision algérienne, l'enquête intitulée "la sécurité cybernétique : un coup de grâce aux réseaux subversifs", s'est penchée sur l'affaire révélée récemment par le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed relative au démantèlement par le service central de lutte contre les crimes électroniques liés aux TICs, relevant de la DGSN, en coordination avec les services de la circonscription centre de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Alger, d'un réseau subversif activant sur des réseaux sociaux dans plusieurs wilayas dans le but d'attenter à la sécurité de l'Etat, selon les conclusions de l'enquête qui a fait ressortir l'existence de liens entre le réseau en question et le Mouvement terroriste "Rachad".

Les membres du réseau, dont une femme, Zahra, ont reconnu avoir reçu des sommes d'argent sur leurs comptes courants de la part de Farouk Maamar, résidant aux Etats-Unis, et Thouraya Boudiaf, résidant en France, et activant tous les deux sous pseudonymes, et incitant le réseau à ouvrir de faux comptes sur les réseaux sociaux pour diffuser des fake news et des

instigations à l'encontre des services de sécurité et institutions de l'Etat, mais également de fausses informations à exploiter lors du Hirak populaire. Les membres du réseau affirment avoir été "victimes" de mensonges montés de toute pièce par Farouk Ben Maamar (Gandi), administrateur de la page "Maarakat Tahrir El Wazry". Ce dernier exploitait la page pour attirer les jeunes participant aux marches hebdomadaires et fait croire à certains qu'il tentait "d'aider les familles des personnes arrêtées" en envoyant des sommes d'argent, converties par la suite en euro et versées dans des comptes courants en contrepartie de la diffusion de vidéos live ou le post de publications et des commentaires sur un maximum de groupes et de pages.

Exprimant "leur regret", ces individus affirment en outre être "exploités" par des parties douteuses ayant infiltré le Hirak populaire et que leur bonne foi a été utilisée pour frapper les institutions et les symboles de l'Etat.

Dix (10) individus suspects d'appartenir à un groupe subversif visant à attenter à la sécurité et à l'unité nationales avaient été présentés,



jeudi, devant le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed, alors que 12 autres sont en fuite dont 6 à l'étranger, avait annoncé le procureur de la République près la même juridiction, Djamel Khoudja. Les suspects sont poursuivis pour "délit d'adhésion à un groupe subversif visant à attenter à la sécurité et l'unité nationales, délit d'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le recrutement d'éléments au sein d'un groupe subversif et délit de complot contre l'Etat", selon la même source.

Ils sont poursuivis également pour "avoir reçu des fonds de la part d'individus de l'intérieur et de l'extérieur du pays à l'effet de commettre des actes subversifs visant à attenter à la sécurité de l'Etat, à la stabilité et au bon fonctionnement de ses institutions ainsi qu'à la sécurité et à l'ordre publics".

Ils sont également accusés de "délit de distribution au public de tracts visant à nuire à l'intérêt national, délit d'incitation à des attentats, délit d'incitation à des troupements non armés outre le délit d'infraction aux dispositions législatives du mouvement des ca-

pitaux". Ces investigations ont permis de démasquer un groupe d'individus "qui utilisent des pseudonymes dans des comptes électroniques sur les réseaux sociaux pour mener des actes subversifs". Selon la même source, il s'agit entre autres de Abdallah Ben Mohamed, Boukhars Amir, Benhlila Mohamed, Zitout Mohamed Larbi, Benmaamar Farouk et Boudiaf Thoraya, qui se trouvent à l'étranger. Ces individus font "de la propagande et financent des activités en injectant des fonds en monnaie nationale et en devises d'origine suspecte qu'ils envoient à des éléments en Algérie, parmi ceux considérés comme des individus subversifs sur les réseaux sociaux, et qui incitent les citoyens à sortir dans des marches non-autorisées". Les enquêtes préliminaires ont débouché sur la saisie de sommes d'argent en monnaie nationale et en devises, ainsi que sur la découverte d'importantes transactions financières d'une valeur de près 360.000 euros, soit l'équivalent de près de 7 milliards de centimes. Des mandats de dépôt contre les accusés et des mandats d'arrêt à l'encontre des accusés en fuite ont été requis par le juge d'instruction, a-t-on rappelé.

### ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

## Election de l'Algérie au Conseil d'administration de pour trois ans

L'Algérie a été élue membre du groupe des gouvernements au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), pour une période de trois ans, à l'occasion de la 109ème session de la Conférence internationale du Travail qui se déroule par visioconférence à Genève (Suisse), indique, mardi, un communiqué ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

"La Conférence internationale du Travail, a élu l'Algérie, le 14 juin 2021, comme membre du groupe des gouvernements au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour une période de trois ans (de juin 2021 à juin 2024), en obtenant 208 voix du collège électoral gouvernemental, et ce, à l'occasion des travaux de la 109ème session de la Conférence internationale du Travail qui se déroule par visioconférence à Genève (Suisse)", précise la même source. L'Algérie sera représentée au sein du Conseil d'administration de l'OIT en tant que membre adjoint au titre du siège dit "flottant", attribué à tour de rôle à l'Afrique et aux deux Amériques à chaque man dat, ajoute le communiqué, précisant que cette élection constitue "un important acquis pour l'Algérie au sein de cette organisation internationale et une reconnaissance des Etats-membres du rôle actif de l'Algérie au sein de l'OIT et des efforts consentis pour promouvoir l'agenda du travail décent et la justice sociale". "Le Conseil d'Administration est l'organe exécutif de l'Organisation internationale du travail. Il exerce deux types de fonction : d'une part, une fonction de contrôle du Bureau International du Travail et d'autre part, un certain nombre de fonctions propres portant sur le fonctionnement de l'OIT et sur des questions relatives aux normes internationales du travail", explique le communiqué.

### JUSTICE

## Le premier président de la Cour suprême met en avant les efforts de l'Algérie en matière de e-gouvernance

Le premier président de la Cour suprême, Abderrachid Tabi, a mis en avant les efforts consentis par l'Algérie pour la mise en place des outils de gouvernance électronique (e-gouvernance) et l'accélération de sa généralisation, notamment "ces derniers temps avec la nécessité impérieuse dictée par la pandémie du nouveau coronavirus". Intervenant par visioconférence à la 5e réunion de haut niveau des présidents des tribunaux constitutionnels, des cours suprêmes et des Cours constitutionnelles africaines, tenue du 11 au 15 juin au Caire (Egypte) autour de "la justice électronique et la transition numérique: Cour suprême électronique comme modèle", M. Tabi a souligné le développement accéléré et accru en termes d'adoption des outils de l'e-gouvernance.

"L'Algérie s'attèle, depuis des années, à s'adapter à ce développement et à sa généralisation notamment ces derniers temps vu la nécessité impérieuse dictée par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus", a-t-il affirmé citant dans le cadre de l'intérêt accordé par le président de la République à cet entrepris, "la désignation pour la première fois d'un ministre en charge de la numérisation et des statistiques".

Il a affirmé, en outre, que le projet de la Cour suprême électronique "compte parmi les mécanismes arrêtés pour appliquer la réforme de la justice dans son volet inhérent à la modernisation du secteur et visant à instaurer la justice électronique".

Cette démarche vise à moderniser les méthodes de travail des magistrats en allant vers l'abandon total du support papier et l'adoption du dossier numérique qui facilite l'échange entre le secrétariat du greffe et les magistrats, d'où un gain de temps et davantage de transparence dans le traitement des dossiers judiciaires, a-t-il poursuivi.

La plateforme numérique de la Cour suprême, déjà engagée, permet d'effectuer les différentes procédures légales comme "la répartition des dossiers entre les présidents de Chambres avec la possibilité pour eux de distribuer, aux Conseillers les dossiers de recours, de les télécharger et d'élaborer les rapports y afférents". Ce projet "permettra à l'avenir de tenir les délibérations à distance chaque fois que nécessaire", a fait savoir le premier président de la Cour suprême précisant que "le nouveau système de travail a été adopté, depuis

le début de l'année 2021, au niveau de 4 services pilotes en prévision de sa généralisation.

### La gouvernance des médias sociaux implique la régulation de leur utilisation

Evoquant, par ailleurs, la gouvernance des médias sociaux, M. Tabi a fait observer que "l'utilisation croissante des médias sociaux ainsi que leur impact sur les sociétés ont rendu impérative leur régulation estimant qu'il s'agit d'une nouvelle bataille induite par l'exploitation de ces plateformes en tant qu'instruments politiques, loin de leur rôle social initial". En effet, elles sont souvent utilisées pour relayer des rumeurs, des fake-news et même des faits montés de toutes pièces", a-t-il souligné.

Et d'ajouter que "la gouvernance des médias sociaux requiert la promulgation de législations et l'adoption de dispositifs er de dispositifs pour réguler leur utilisation, notamment en ce qui concerne l'identité de l'utilisateur, le contenu publié et la responsabilité juridique qui incombe au propriétaire du compte".

Il a relevé, dans ce sens "le rôle important que jouent ces réseaux dans la modélisation de l'opinion publique et la vitesse qui les caractérise en termes de transmission de l'information, d'où le penchant des organisations clandestines ou terroristes à s'en servir".

Concernant le cadre juridique régissant ces plateformes, M. Tabi a cité, notamment la loi 09-04 du 5 août 2009 portant règles particulières relatives à la prévention et à la lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication qui définit les obligations des fournisseurs de services, à savoir l'assistance aux autorités chargées des enquêtes judiciaires pour la collecte ou l'enregistrement, en temps réel, des données permettant d'identifier le ou les destinataires de la communication ainsi que les adresses des sites visités.

Il a rappelé, à cet égard, que cette loi a institué l'Organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication, qui a pour mission principale la dynamisation et la coordination des opérations de prévention et de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication et l'assistance des autorités judiciaires et des services de police judiciaire dans leurs

investigations outre l'échange d'informations avec ses interfaces à l'étranger aux fins de réunir toutes données utiles à la localisation et à l'identification des auteurs des infractions liées à ces technologies.

M. Tabi a également évoqué d'autres textes juridiques, notamment la loi fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications, la loi relative au commerce électronique, la loi relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel et la loi sur la lutte contre la discrimination et le discours de haine promulguée en 2020. Dans le même ordre d'idées, le premier président de la Cour suprême a fait état de la préparation en cours d'une loi régissant la presse électronique et les sites d'information ainsi que les conditions de leur accréditation.

### L'expérience de l'Algérie dans la lutte antiterroriste mise en exergue

Concernant le thème de "la lutte antiterroriste sous la supervision de la justice", M. Tabi a affirmé que "l'Algérie a été le pays le plus affecté par le terrorisme auquel elle a fait face, seule, une décennie durant" rappelant "le lourd tribut payé pour sauver l'Etat national". "Le monde n'a prêté attention à notre tragédie qu'après les événements du 11 septembre 2001", a-t-il fait remarquer. "L'Algérie a élaboré des législations nationales pour lutter contre ce fléau et coordonné ses efforts avec la communauté internationale dans le respect des Conventions internationales", a-t-il ajouté dans ce sens évoquant son attachement à trouver l'équilibre requis entre les exigences de la lutte antiterroriste et le respect des droits de l'Homme et la préservation des droits et libertés.

Il a rappelé, en outre, que "c'est elle qui a appelé à la criminalisation du paiement de rançon pour la libération des otages pour assécher le financement du terrorisme, convaincue que le financement est une arme aux mains des terroristes".

"L'Algérie a procédé, par ailleurs, à l'amendement du code pénal à travers l'élargissement de la définition de l'acte terroriste à tout sabotage ciblant la sécurité de l'Etat, l'unité nationale et la stabilité des institutions ainsi que la création d'une liste nationale des personnes et entités terroristes", a-t-il également rappelé.

## EL-OUED

## Lancement prochain du projet de zone frontalière franche pour activités économiques

Les travaux de réalisation d'une zone frontalière franche pour les activités économiques vont être lancés prochainement dans la commune de Taleb-Larbi (80 km Est d'El-Oued), a-t-on appris mardi des responsables de cette collectivité.

Cette zone franche a été délimitée sur une superficie de 500 hectares, extensible à 2.000 ha, au niveau de la zone de Bir-Bouaroua, près du poste frontalier Taleb-Larbi, aux frontières avec la Tunisie, a précisé à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale de Taleb-Larbi, Brahim Douim. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un ambitieux programme portant création de zones franches sur le territoire de cinq wilayas frontalières, à savoir El-Oued, Tamanrasset, Tindouf, Illizi et Adrar, dans le but de promouvoir les opportunités de l'investissement économique hors-hydrocarbures, a-t-il souligné. Il permettra aux promoteurs de se lancer dans une



dizaine (10) d'activités économiques susceptibles de booster la dynamique économique dans la région, dont le stockage, la fabrication, la distribution, la réexportation, les

services et autres activités, a-t-il détaillé. M. Douim a fait part aussi de la mise en place, par souci d'impulser les activités économiques dans le Sud et de contribuer au développement

de l'économie nationale, d'une batterie de mesures et d'avantages au profit des opérateurs économiques en zones franches, dont l'exonération des investissements d'impôts et taxes et toutes opérations d'imputation à caractère fiscal, parafiscal ou douanier, en sus de l'octroi éventuel de prêts bancaires à taux réduits.

La création d'une zone frontalière franche pour activités économiques, une des préoccupations soulevées par les opérateurs économiques de la wilaya d'El-Oued, notamment au volet agricole, devra constituer une "porte" frontalière d'exportation des produits agricoles et d'aller à la conquête des marchés extérieurs.

## GUELMA

## 80 ha de récoltes agricoles ravagés par les flammes dans la commune de Belkheir

Pas moins de 80 ha de récoltes agricoles ont été ravagés par les flammes dans le village Salah Soufi, dans la commune de Belkheir (wilaya de Guelma), a-t-on appris lundi auprès des services de la Protection civile. 50 ha de blé dur, 20 ha de blé tendre, 5 ha d'orge et 5 ha de colza ont été détruits par l'incendie qui s'est déclaré dimanche soir dans la mecha Lala Kha-

dra, a indiqué la cellule de communication de ce corps constitué. Les unités de la Protection civile dépendant de l'unité principale, soutenues par l'unité secondaire de la commune de Khezara, sont intervenues pour lutter contre les flammes, a-t-on précisé de même source. L'intervention des agents de la Protection civile en un temps record a contribué à

sauver pas moins de 500 ha de blé dur et tendre, des habitations en zones rurales, des serres et du matériel agricole, a-t-on ajouté. Trois (3) camions anti-incendie et une ambulance, en plus d'un nombre importants d'agents de la Protection civile, ont été mobilisés pour maîtriser rapidement l'incendie. L'opération a duré trois heures, a-t-on signalé.

## TIPASA

## Enseignement professionnel: création d'un centre de formation dans les énergies renouvelables à Cherchell

Un centre de formation de techniciens et de techniciens supérieurs dans le domaine des énergies renouvelables sera bientôt créé à Cherchell (Tipasa) en partenariat avec l'Agence turque de coopération et de développement (gvTika), a indiqué lundi à Alger, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Høyem Benfriha.

Ce centre de formation sera créé conjointement avec le ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, a affirmé Mme Benfriha, lors d'un point de presse en marge des travaux d'un atelier sur la géothermie organisé en présence du ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables Chems-Eddine Chitour, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la

recherche scientifique, Abdelbaki Benziane et la ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaâ. Selon la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, l'Agence turque de coopération et de développement devrait former les formateurs et doter le centre de formation par des équipements et du "matériel de pointe". Ce centre de formation sera opérationnel dès la prochaine rentrée prévue en septembre 2021, a ajouté Mme Benfriha, tout en annonçant le lancement d'un projet pour la création de six autres centres de formation sur les différentes sources énergétiques selon les spécificités de chaque région (énergies solaire, éoliennes, biomasses, l'hydrogène). Dans ce sens, Mme Benfriha a précisé qu'un centre spécialisé dans la géothermie sera créé

au niveau de l'une des wilayas disposant de plus de ressources énergétiques géothermiques. De son côté, M. Chitour a souligné que le développement des énergies renouvelables, en particulier la géothermie, passe par la formation de la ressource humaine. Se référant aux données du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CE-REFE), M. Chitour a affirmé que le pays dispose de 282 sources thermales recensées à ce jour.

"Un chiffre qui fait de la géothermie l'une des plus importantes sources d'énergie renouvelables", a-t-il relevé. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique Abdelbaki Benziane a mis en avant la contribution de son secteur dans la transition énergétique progressive du

## TÉBESSA

## Attribution prochaine de plus de 3 200 logements de type location-vente à Boulhaf Dir

Les clés de 3 240 logements de type location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), réalisés dans le nouveau pôle urbain de la commune de Boulhaf Dir (Tébessa), seront remises à leurs bénéficiaires "au cours de la première semaine du mois de juillet prochain", a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Les services de l'AADL, en coordination avec les différentes parties concernées par ce projet de logement, finalisent les dernières retouches pour attribuer ce quota "important", à l'occasion du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse (5 juillet), a-t-on indiqué. Les travaux sont en cours actuellement pour le raccordement des 3240 logements aux différents réseaux, notamment le réseau d'alimentation en eau potable (AEP), conformément aux orientations du ministre des Ressources en eau qui avait dernièrement ordonné d'allouer un montant de 800 millions de dinars du Fonds national de l'eau (FNE) pour résoudre le problème d'alimentation en cette denrée vitale, ont précisé les services de la wilaya.

Ce projet de logement, inscrit en 2013, a connu depuis 8 ans plusieurs entraves ayant affecté les souscripteurs de ce programme et retardé la réception des logements, avaient déclaré précédemment à l'APS certains d'entre eux.

Aussi, à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, un quota de 250 logements publics locatifs (LPL), implantés au pôle urbain "Doukane" au chef-lieu, sera-t-il également attribué, a-t-on signalé.

## EL TARF

## Plus de 900 poches de sang collectées en six mois

Pas moins de 922 poches de sang ont été collectées à El Tarf durant les six premiers mois de l'année en cours par l'association de wilaya des donneurs de sang, a-t-on appris lundi à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des donneurs de sang, coïncidant avec le 14 juin de chaque année.

Depuis le début de cette année, cette association créée en 2017, a pu collecter 922 poches de sang à l'issue d'une série de campagnes de volontariat menées dans diverses localités dépendant des 24 communes de cette wilaya frontalière, a précisé son président Fateh Louaar, en marge d'une cérémonie de mise en service d'un clinomobile par le wali, Harfouche Benarar. L'association de wilaya des donneurs de sang est parvenue durant l'année 2020, marquée par la crise sanitaire liée à la Covid 19, à collecter 1.067 poches de sang, a fait savoir M. Louaar.

Animés d'une volonté et d'une passion inébranlables, les jeunes membres de cette association de wilaya, dans l'attente d'un siège pour leur association, ambitionnent de collecter durant l'exercice en cours 2.000 poches de sang, a ajouté leur président, un jeune sport if, ingénieur en chimie et détenteur également de deux Master en biologie et en Anglais. Tout en rappelant l'importance de ce clinomobile et les efforts déployés par la wilaya d'El Tarf et l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour l'acquisition de cet équipement, fabriqué par la Société nationale des véhicules industriels, le wali a salué le dynamisme des membres de ladite association et relevé qu'avec cette nouvelle acquisition, une meilleure prise en charge des donneurs de sang sera assurée.

Ce clinomobile a été acquis au terme de six (6) appels d'offres nationaux ouverts, a-t-on en outre si-

gnalé. Le chef de l'exécutif, qui a assisté à une partie de l'opération de collecte de sang, organisée au niveau du siège de la wilaya, par la direction locale de la santé et la population, a mis l'accent sur l'impact de ce genre

de campagnes destinées à assurer la disponibilité du sang au niveau des structures sanitaires, dans le souci de sauver ceux qui sont en attente de ce produit vital. De nombreux agents relevant des services

sécuritaires et corps constitués (police, gendarmes, douanes, pompiers) et des cadres de différents secteurs d'activité ont participé à cette campagne de don de sang qui se poursuivra trois jours durant.

## OUM EL BOUAGHI

## Destruction de 72 % de la surface réservée aux céréales par la grêle et la sécheresse

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oum El Bouaghi a indiqué lundi que 72 % de la surface réservée à la production céréalière, au titre de la saison agricole 2020-2021, a été endommagée par la grêle et la sécheresse. Le chef du service de la régulation de la production et du soutien technique auprès de la DSA d'Oum El Bouaghi, Fayçal Amara a précisé, à l'APS, qu'une commission des services agricoles a procédé à l'évaluation de la surface détruite par la sécheresse et la grêle, et ce, en collaboration avec les présidents des subdivisions agricoles et ceux de la Chambre agricole de la wilaya. M. Amara a fait savoir, à ce titre qu'un rapport lié à cette situation a été transmis au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Les procédures prises dans ce cadre ont porté sur l'installation d'une commission relevant de la DSA ayant procédé à la détermination des superficies devant être moissonnées dans différentes communes de la wilaya, et ce, afin d'assurer l'approvisionnement des agriculteurs en semences, au titre de la prochaine saison agricole (2021-2022), a ajouté, à ce propos M. Amara. Une autre commission a été installée pour accompagner et indemniser les agriculteurs ayant assuré leurs récoltes et qui ont subi des dommages à cause de la grêle, a ajouté la même source. Il s'agit également de procéder au suivi et à l'accompagnement des fellahs bénéficiaires du crédit R'fig dont les productions ont été aussi endommagées par la sécheresse et la grêle, a-t-on signalé de même source.

## ALGÉRIE - DANEMARK

## Energie : les opportunités de coopération examinées lors d'une rencontre entre Sonatrach et des opérateurs danois

Les opportunités de coopération dans le secteur des hydrocarbures et les possibilités de promouvoir des relations mutuellement bénéfiques ont été au centre des travaux de la rencontre d'affaires organisée lundi entre des opérateurs économiques danois et le groupe Sonatrach.

Selon un communiqué de la compagnie nationale des hydrocarbures, cet événement a été l'occasion pour le groupe Sonatrach de partager avec les sociétés danoises les opportunités de coopération dans le secteur des hydrocarbures, et de voir ensemble les possibilités de promouvoir des relations mutuellement bénéfiques.

Tenue par visio-conférence, cette rencontre d'affaires a été ouverte par le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar et l'ambassadeur du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz, a précisé la même source. Quatre (04) forums sectoriels simultanés ont été tenus et ont porté sur les énergies nouvelles, les services, l'équipement et le financement, a ajouté le communiqué.

Cette rencontre a été organisée par le Groupe Sonatrach, en collaboration avec la Mission économique auprès de l'Ambassade du Danemark en Algérie et l'Agence danoise State of Green.

## REMBOURSEMENT DE DETTES D'ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ 287 dossiers supplémentaires acceptés (ANADE)

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (ex-ANSEJ), a accepté 287 dossiers supplémentaires, en vue du remboursement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises qui a assuré de la poursuite de l'opération jusqu'au parachèvement de l'examen de toutes les demandes.

"En application des axes de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif ANADE et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, une 10e séance de travail de la commission de Garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes prometteurs et de l'ANADE, a été tenue", lit-on dans le communiqué.

Lors de la réunion tenue au siège de l'ANADE, il a été procédé à l'examen de 500 dossiers présentés par les représentants des banques, débouchant sur l'acceptation de 287 dossiers pour le remboursement de plus de 53 milliards de centimes".

Par ailleurs, le traitement de 192 dossiers a été reporté, car les entreprises en question sont toujours en activité.

Il s'agit, donc, de les accompagner par l'ANADE, par un réajustement de leurs dettes, à la faveur de plans de charges pour la relance de leurs activités à travers les accords conclus.

La même source fait état, également, de la régularisation définitive de 17 dossiers par des propriétaires de micro-entreprises, à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et de l'Agence. Quatre dossiers ont été renvoyés aux banques, car ne remplissant pas les conditions de remboursement, a-t-on précisé.

Ainsi, le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés lors des séances, s'élève à 5.015 dossiers, selon le communiqué qui fait savoir que d'autres séances seront programmées chaque semaine, d'autant plus que pas moins de 500 dossiers seront examinés à chaque séance.

## ENERGIE

## La nécessité de créer une entité focale pour le développement de la géothermie soulignée (rencontre)

Le workshop intitulé "La géothermie, un substitut au gaz naturel" organisé lundi à Alger a souligné la nécessité de mettre en place une entité focale qui agira en incubateurs de projets pilotes pour évaluer l'ensemble des aspects liés à la mise en œuvre de ce type de source d'énergie.

Selon un communiqué du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, organisateur de cet événement, une des principales recommandations issues de ce Workshop a été celle portant sur "la nécessité de mise en place d'une entité focale qui concentrera l'ensemble des données et études géothermiques réalisées et agira en incubateurs de projets pilotes qui permettront d'évaluer concrètement et de maîtriser l'ensemble des aspects technico-économiques liés à la mise en œuvre de ce type de source d'énergie".

Ce workshop, qui se veut être un catalyseur et une plateforme d'échange nationale pour mettre en exergue les opportunités de développement de la géothermie comme vecteur d'énergie propre au profit du développement durable, a réuni plusieurs ministres et des compétences nationales, dont des responsables, des experts, des chercheurs et des spécia-



listes. Ces participants ont présenté à cette occasion leurs travaux ainsi que les actions sectorielles entreprises, à ce jour, permettant la caractérisation des ressources géothermiques de l'Algérie, a précisé le communiqué.

Aussi, un panel d'experts a mis en avant toutes les pistes pouvant faire aboutir à l'exploitation effective des sources thermales pour la production de chaleur en premier temps, puis d'électricité comme deuxième

étape, a fait savoir la même source, tout en précisant que cela permettra "d'évaluer la part du potentiel énergétique de la filière géothermie dans le modèle énergétique de l'Algérie de 2030". Rappelant que l'Algérie avait engagé une feuille de route prioritaire pour palier aux risques socioéconomiques et géopolitiques engendrés par l'épuisement des énergies fossiles et contribuer pleinement à la neutralité climatique, le ministère de la Transition énergétique a

souligné que l'objectif étant de mettre en place un nouveau modèle de énergétique à l'horizon 2030 qui prendra en compte toutes les sources d'énergie renouvelables disponibles telles que l'éolien, la biomasse, la géothermie, l'hydroélectricité, ainsi que les vecteurs énergétiques tel que l'hydrogène vert.

Dans ce sillage, le ministère de la Transition énergétique a indiqué que l'Algérie dispose de 282 sources thermales recensées à ce jour qui offrent, selon lui, "des opportunités immenses" pour le développement de cette source d'énergie.

"La balnéothérapie demeure pratiquement la seule utilisation directe de l'énergie géothermique.

Selon la gamme de température des eaux (très basse, basse, moyenne et haute) et de ses propriétés physico-chimiques, plusieurs applications sont possibles allant de la production de chaleur et froid jusqu'à la production d'électricité", a-t-il également fait savoir.

## ENTREPRISES

## Lancement d'un site d'emploi dédié aux métiers de la relation client

Un nouveau site-web d'emplois permettant d'assister les entreprises algériennes dans le recrutement des talents dans les métiers de la relation client a été lancé, a indiqué lundi un communiqué des initiateurs de ce site plateforme.

Baptisé "Phonejob.net", ce site-web est le fruit d'un partenariat entre "Smart Contact", une agence de conseil en relation et expérience client et "Hunt In", une agence de recrutement agréée par l'Etat.

Ce nouveau "JobBoard" est lancé pour "combinaison des expertises des deux agences et impacter positivement les métiers de la relation client en Algérie", a expliqué la même source.

Pour les entreprises à la recherche de profils dans le domaine de la relation client, le partenariat Smart Contact-Hunt In offre "un mélange parfait de connaissances des métiers de la relation client et des aspects régle-

mentaires du recrutement", affirme le document.

La "vaste" expertise de "Smart Contact" dans le marketing relationnel et la compréhension des problématiques métiers, associées aux connaissances de "Hunt In" en matière de recrutement aideront "Phonejob.net" à "attirer et qualifier les meilleurs talents pour les services client des entreprises utilisatrices de la plateforme".

Ainsi, cette plateforme vise à "augmenter les chances de rencontre entre les entreprises et les téléprospectionnaires, chargés de clientèle, techniciens helpdesk, chargés de recouvrement, super-viseurs...", et ce, grâce à une panoplie d'outils.

A cet effet, les entreprises peuvent accéder aux services de base gratuitement depuis la plateforme "Phonejob.net", leur permettant de disposer d'une page entreprise pour "soi-

gner leur marque employeur, publier deux annonces gratuites et enfin accéder au tableau de bord pour le suivi des candidatures".

Cité par le communiqué, le manager général de "Smart Contact", Kamel Mokhtari, a indiqué que ce partenariat fait partie de la stratégie de son agence de "poursuivre son développement et renforcer ses expertises", ajoutant qu'il lui permettra "d'offrir à ses clients des solutions d'assistance en termes de recrutement, publication d'annonce, chasse aux talents, tests métiers..." Son homologue de "Hunt In", Mouna Abdou, a quant à elle, expliqué qu'avec la concurrence, "les entreprises ont tout intérêt à optimiser l'expérience client, d'où la nécessité d'attirer les meilleures compétences qui sauront assurer cette mission avec succès et refléter l'image de marque de l'entreprise".

## ORAN

## La récolte de colza dépasse les prévisions

La première expérience de culture du "colza huileux" dans la wilaya d'Oran a donné des résultats "encourageants" dépassant les prévisions, avec une récolte estimée à 3,5 quintaux sur un demi hectare, a-t-on appris lundi auprès de la circonscription de l'agriculture de la daïra de Boutléfis.

Les résultats de la culture des graines de colza huileux dans un champ expérimental d'une superficie d'un demi hectare sur une exploitation agricole de la commune de Boutléfis (ouest d'Oran), sont considérés comme "très encourageants", a indiqué à l'APS le

président de cette circonscription, Kherif Maarouf.

Même si la culture du colza à Oran a été lancée en décembre dernier, soit en retard comparé aux autres wilayas, et une a faible pluviométrie enregistrée lors de cette saison agricole, l'expérience a été un succès et a dépassé toutes les prévisions, s'est-il félicité, assurant que "si l'irrigation d'appoint avait été utilisée dans ce type de culture, le double du rendement aurait été réalisé".

Au niveau du champ de colza, cultivé pour la première fois dans la capitale de l'Ouest algérien, un désher-

bage manuel a été appliqué avec l'utilisation d'engrais en profondeur lors de la première étape de plantation des graines de colza, a indiqué le responsable.

En raison du manque du matériel agricole adéquat pour la moisson de cette récolte, il a fallu recourir à des moyens traditionnels, notamment la faucille, a-t-il ajouté, poursuivant que l'extraction des graines s'est faite manuellement, en plus de l'utilisation de tamis et d'ustensiles traditionnels en alfa (midouna).

Le produit récolté sera transféré à la Coopérative des céréales et des légumes

secs (CCLLS) d'Oran ou à l'Institut technique de développement des récoltes de Sidi Bel-Abbes, a fait savoir un chef de service à la circonscription agricole de Boutléfis.

Le colza huileux a plusieurs avantages, dont l'extraction de l'huile de table.

La pâte issue du broyage est utilisée comme aliment pour les vaches pour augmenter la production de lait de 20 à 30 litres par vache et les champs de colza sont considérées comme source de nectar pour les abeilles lors de la longue période de floraison, a-t-on expliqué.

## PÉTROLE

## Le Brent à plus de 73 dollars à Londres

Les prix du pétrole affichaient une hausse timide mardi mais restaient proches de leurs sommets en plus de deux ans, poussés par une demande vive et un retour moins probable, du moins à court terme, des exportations iraniennes.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 73,09 dollars à Londres, en hausse de 0,32% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet avançait dans le même temps de 0,28%, à 71,08 dollars.

Le Brent et le WTI évoluent proches de leurs précédents records: ils ont atteint lundi 73,64 dollars et 71,78 dollars, une première depuis respectivement mai 2019 et octobre 2018.

Les analystes voient dans les bonnes nouvelles continues sur le front de la demande et le sentiment optimiste sur les marchés financiers les principales



raisons de cette hausse.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) est venue vendredi confirmer cette tendance visible depuis le début de l'année, prévoyant

dans son dernier rapport mensuel que la demande mondiale de pétrole devrait dépasser les niveaux d'avant la pandémie d'ici la fin de 2022. De plus, le

retour sur le marché du pétrole iranien semble de moins en moins probable, du moins dans un avenir proche.

Les observateurs de marché considèrent qu'un accord est loin d'être imminent.

Conséquence, la perspective d'une augmentation de l'offre en provenance d'Iran s'estompe, estiment-ils. L'industrie pétrolière iranienne est soumise à embargo par les Etats-Unis mais une amélioration des relations entre Washington et Téhéran pourrait conduire à l'allègement de ces sanctions et donc à l'arrivée sur le marché d'un volume important de pétrole.

## CHINE

## Les principaux indicateurs économiques devraient afficher une poursuite de la reprise en mai (analystes)

Les principaux indicateurs économiques de la Chine, dont la consommation et l'investissement, devraient afficher une croissance robuste en mai, selon des analystes du marché.

D'après Li Chao, économiste en chef de Zhesang Securities, la consommation de la Chine continuera d'augmenter en mai, grâce à un boom des dépenses pendant les cinq jours de vacances de la fête du Travail.

Il prévoit un taux de croissance de

la consommation de 12,9% en mai en base annuelle, avec une poursuite de la reprise à l'avenir.

Les investissements devraient également maintenir un rythme de croissance rapide, les données faisant état d'une hausse des prix des matières premières nécessaires aux projets d'infrastructures.

Lian Ping, économiste en chef de Zhixun Investment Research Institute, s'attend à ce que les investissements en

actifs fixes du pays sur les cinq premiers mois augmentent d'environ 18% en glissement annuel, soit un léger ralentissement par rapport aux quatre premiers mois, en raison d'une base de comparaison plus élevée en mai dernier.

Le Bureau d'Etat des statistiques publiera mercredi des données économiques clés, dont les ventes au détail, les investissements en actifs fixes et la production industrielle.

## ROYAUME-UNI

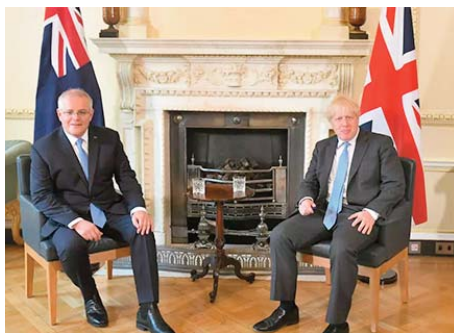
## Un accord commercial post-Brexit avec l'Australie

Le Royaume-Uni a annoncé mardi avoir conclu un accord commercial post-Brexit avec l'Australie, le premier obtenu par Londres à ne pas être simplement un renouvellement ou une adaptation de ceux qui existent entre l'UE et d'autres pays.

"Aujourd'hui marque une nouvelle ère dans les relations entre le Royaume-Uni et l'Australie", avec un accord de libre-échange qui offre "des possibilités fantastiques pour les entreprises britanniques et les consommateurs", souligne le Premier ministre Boris Johnson dans un communiqué de Downing Street.

Le dirigeant britannique s'est entendu sur les grandes lignes avec son homologue australien Scott Morrison lundi soir à Londres.

L'accord devrait être publié dans les prochaines



jours et devra ensuite être signé.

Il permettra à tous les biens britanniques d'entrer en Australie sans droits de douane, et profitera au secteur automobile, aux biscuits et autres céramiques.

Les échanges commerciaux entre les deux pays représentaient 13,9 milliards de livres en 2020.

L'accord veille en outre à protéger les agriculteurs britanniques, qui s'inquiétaient de la concurrence de produits australiens, comme le bœuf et l'agneau, aux normes sanitaires plus souples, assure le communiqué.

Il est prévu une limite sur les importations sur le sol britannique sans droits de

douane pendant 15 ans, par le biais notamment de quotas.

Le gouvernement veut par ailleurs aider les producteurs agricoles britanniques à trouver d'autres débouchés à l'exportation, dont au niveau de la région indo-pacifique.

Londres espère que cet accord avec l'Australie lui ouvrira plus facilement les portes du traité commercial transpacifique (CPTPP), qui regroupe 11 pays d'Amérique et d'Asie, et qui ont autorisé début juin le Royaume-Uni à engager la procédure pour rejoindre cette vaste zone de libre-échange.

Le Royaume-Uni a déjà obtenu des accords avec l'UE et le Japon et est en discussions avec l'Inde et la Nouvelle-Zélande.

Des négociations sont prévues avec le Canada et le Mexique.

## FRANCE

## L'inflation accélère en mai à 1,4% sur un an

L'inflation a encore accéléré en France en mai, atteignant 1,4% sur un an après 1,2% en avril, toujours tirée par les prix de l'énergie, selon des chiffres définitifs de l'Institut français de la statistique "Insee", publiés mardi.

En mai, les prix de l'énergie ont ainsi bondi de 11,7%, toujours stimulés par la hausse de la demande, elle-

même alimentée par la levée des restrictions de déplacement un peu partout dans le monde, détaille l'Insee, après avoir grimpé de 8,8% en avril.

Les prix des services ont légèrement ralenti (+1,1% après +1,2%), tout comme ceux du tabac (+5,3% après +5,8%).

En revanche, la baisse des prix de l'alimentation (-0,3%) et des produits

manufacturés (-0,1%) s'est poursuivie.

Sur un mois, les prix à la consommation ont augmenté de 0,3% en mai, après +0,1% en avril.

Enfin, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui sert de base de comparaison au niveau européen, a augmenté de 1,8% sur un an, après 1,6% en avril.

## ENERGIE - ENVIRONNEMENT

## Des entreprises allemandes créent une fondation pour promouvoir l'hydrogène vert

Seize compagnies allemandes, dont Siemens Energy et Thyssenkrupp, ont lancé la Fondation H2Global pour promouvoir l'hydrogène vert, a rapporté lundi le ministre allemand de l'Economie et de l'Energie (BMW). Cette fondation a pour objectif d'établir un marché international fonctionnel pour la production d'hydrogène vert, qui contribue à hauteur de 900 millions d'euros (1,1 milliards de dollars) au renforcement des ventes de ce produit initialement coûteux.

"H2Global apporte une contribution importante à un site technologique hautement compétitif et climatiquement neutre en Allemagne", a déclaré dans un communiqué le ministre de l'Economie, Peter Altmaier. Cette fondation doit promouvoir une "accélération rapide du marché" pour l'hydrogène vert et ses produits en aval, tout en assurant à l'Allemagne un approvisionnement à long terme en énergie verte, a ajouté M. Altmaier. En collaboration avec l'industrie allemande, le BMWi a pour objectif d'identifier des moyens de produire de l'hydrogène vert et des produits dérivés et de les exporter vers les pays partenaires "d'une manière compétitive et dans le même temps durable". Les appels d'offres pour les produits dérivés d'hydrogène vert débuteront avant les prochaines élections fédérales en septembre. Les premières livraisons de produits d'hydrogène sont attendues à partir de 2024, a indiqué le ministère.

## INDE

## Le taux de chômage en baisse après l'assouplissement des mesures de confinement

Le taux de chômage urbain en Inde a chuté à 9,7% au cours de la semaine terminée le 13 juin contre 14,7% en mai dernier, selon les données publiées, lundi, par le Centre indien de monitoring économique (CMIE).

La baisse du taux de chômage est due principalement au repli significatif des cas de Covid-19 qui a incité les Etats indiens à assouplir les mesures de confinement et autoriser les déplacements des personnes, indique un rapport du CMIE.

De même, dans l'Inde rurale, le taux de chômage s'est amélioré à 8,23 %, contre 10,63 % en mai dernier, précise la même source. Plus de 23 millions de personnes ont perdu leurs emplois lors de la deuxième vague de la pandémie ayant frappé le pays en avril et mai derniers, fait savoir la même source.

Le taux de chômage national avait atteint un niveau record de 23,52 % en avril 2020 alors que le pays était sous l'emprise de la première de Covid-19. Selon des économistes indiens, l'assouplissement progressif des restrictions liées à Covid par plusieurs Etats a aidé les travailleurs du secteur informel et les petits entrepreneurs à reprendre les urs activités.

Mais le secteur formel est toujours en difficulté et sa reprise dépendrait d'une reprise de la demande et d'un retour à une production optimale.

Selon la Banque mondiale, l'économie indienne devrait enregistrer une croissance positive de 8,3% au titre de l'exercice 2021-2022, après s'être contractée de 7,3% en 2020-2021, plongeant le pays dans sa première récession depuis l'indépendance.

## EL TARF

## Démantèlement d'un réseau national spécialisé dans le trafic de drogue

Les services de la Sûreté de wilaya (SW) d'El Tarf ont démantelé un réseau national spécialisé dans le trafic de drogue et saisi 20 kg de cannabis, a-t-on appris lundi du chargé de communication de ce corps de sécurité, le commissaire principal Mohamed Karim Labidi.

Agissant sur la base d'informations, à la suite de l'arrestation d'un précédent réseau de trafiquants de drogue au niveau de la daïra frontalière de Dréan, sur des trafiquants activant au niveau des wilayas de l'Est et l'Ouest du pays, les services de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'identification des présumés coupables, a indiqué le commissaire principal Labidi.

Deux (2) trafiquants de drogue originaires de la wilaya de Tlemcen, âgés de 40 et 20 ans, ont été appréhendés par les services de police, qui se sont déplacés jusqu'à l'ouest du pays, dans le cadre de l'extension des compétences, a-t-il précisé.

Les deux individus, qui faisaient partie d'un réseau national spécialisé dans le trafic de drogue, ont été appréhendés avec en leur possession 20 kg de cannabis qu'ils s'approprièrent à acheminer vers la wilaya d'El Tarf pour l'écouler illicitement, a-t-on ajouté de même source.

Des téléphones mobiles utilisés dans le cadre de ce trafic ont été également saisis par les services de police, a indiqué le commissaire principal Labidi, signalant que les deux mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de compétence, qui les a poursuivis pour "constitution d'un réseau national spécialisé dans le trafic de drogue".

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

## 89 affaires de vol à la tire et 54 cas d'agression lors des marches hebdomadaires en quatre mois

Les services de la Sûreté nationale ont enregistré à travers le territoire national 89 affaires de vol à la tire et 54 cas d'agression contre des personnes et des biens lors des marches hebdomadaires au cours des quatre (4) premiers mois de 2021, a indiqué lundi un communiqué de ce corps de sécurité.

Les services de la Sûreté nationale ont enregistré "89 affaires de vol à la tire et 54 cas d'agression contre des personnes et des biens lors des marches hebdomadaires entre janvier et avril 2021", a précisé la même source, ajoutant que "113 personnes ont été victimes de ces vols et agressions".

Dans ce cadre, 86 suspects ont été déférés à la Justice, selon le communiqué.

## ORAN

## Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic international de stupéfiants

Les services de police d'Oran ont démantelé un réseau criminel dangereux spécialisé dans le trafic international de stupéfiants et saisi plus de 4 kg de kif traité, a-t-on appris lundi auprès de la sûreté de wilaya. Cette opération a donné lieu à l'arrestation de 13 individus, en majorité des repris de justice, ainsi qu'à la saisie de 4,7 kg de kif traité, d'une somme de 200.000 DA, de 7 véhicules utilisés dans le transport de la drogue et des armes blanches, a indiqué le lieutenant de police, Zaïr Chaher Chawki du service de la police judiciaire, dans une déclaration à la presse.

Cette opération a été enclenchée sur la base d'informations parvenues aux services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Oran, faisant état d'une personne suspecte, a-t-il déclaré. Suite à la surveillance de ses mouvements, un plan mis en oeuvre s'est soldé par l'arrestation de cinq personnes à bord de deux véhicules en flagrant délit de

## DOUANES - SÛRETÉ

## Des campagnes de don de sang à Oran

Les services des Douanes et de la sûreté de wilaya d'Oran ont organisé lundi des campagnes de don de sang, à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang, célébrée le 14 juin de chaque année.

Près de 30 agents relevant de la direction régionale des Douanes d'Oran ont ainsi participé à une campagne de don de sang, lancée au profit des patients du centre anti-cancer "Emir Abdelkader" de Misserghine.

La sous-directrice de l'informatique et de la communication à la direction régionale des Douanes d'Oran, Inspectrice divisionnaire Hanifi Assia a souligné que la campagne de don de sang organisée par la direction des Douanes, à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang intervient pour mettre en évidence les efforts consentis par les services douaniers à l'effet de promouvoir notamment le travail de proximité.

Pour sa part, le chef de service de transfusion sanguine au centre anti-cancer de Misserghine, Chakib Sahi a souligné que de telles cam-



pagnes sont bénéfiques pour le centre de transfusion sanguine dans la mesure où elles permettent de collecter plus de sang, aider les patients souffrants et mobiliser davantage et les donateurs bénévoles et réguliers.

M. Sahi a souligné que les participants ont été sensibilisés quant à l'importance de faire don de sang pour sauver des vies humaines".

Il a également fait part du

nombre important d'individus sensibilisés quant à l'importance de ces initiatives, devant permettre de faire régulièrement don de sang. Les coordonnées des donateurs de sang réguliers ont été introduites dans une plateforme devant être utiles, en période de baisse du nombre de donateurs, au mois de Ramadhan et lors la saison d'été, a-t-on fait savoir.

Les services de la sûreté

de wilaya d'Oran, représentés par la cellule de communication et des relations publiques, en coordination avec les services de la santé et de l'action sociale, ont pour leur part, donné le coup d'envoi d'une campagne de don de sang au niveau du siège de la wilaya, qui durera trois (3) jours, en collaboration avec l'Agence nationale de don de sang et l'hôpital régional de la sûreté nationale, selon un communiqué de ces services.

Les éléments de la police de différents grades ont été ainsi nombreux à participer à cette campagne.

L'action de solidarité a eu un écho favorable au sein de la police, d'autant qu'elle vise notamment à collecter un nombre important de poches de sang et les distribuer ensuite aux centres de transfusion sanguine pour traitements et interventions urgentes, a-t-on souligné.

## BOUMERDÈS

## Saison estivale: 47 plages autorisées à la baignade

Un total de 47 plages sur les 64 que compte le littoral de la wilaya de Boumerdes sont autorisées à la baignade par la commission de wilaya chargée des préparatifs de la saison estivale 2021, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du tourisme, de l'artisanat et du travail familial.

Ces plages du littoral de Boumerdes qui s'étend sur plus de 100 km, se répartissent sur dix communes de la wilaya, à savoir Boumerdes, Corso, Boudouaou El Bahri, Thenia, Zemmouri, Legata, Cap Djinet, Sidi Daoud, Dellys et Afir, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, par intérim, Mohamed Cherif Zelmati.

Afin de réussir la saison estivale et assurer un bon accueil des estivants et attirer le plus grand nombre de vacanciers, une enveloppe de près de 20 millions DA, a été mobilisée sur le budget de wilaya, au profit des communes côtières, pour la réalisation d'opérations d'aménagement au niveau des plages, à travers notamment la réalisation d'accès, de parkings et de l'éclairage public.

A cela s'ajoute l'affectation d'une enveloppe similaire, dégagée sur le Fonds de solidarité et de garantie des

collectivités locales, relevant du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, au titre de l'exercice 2020, pour l'installation et l'équipement de bureaux pour les administrateurs de plages, au niveau des communes, a informé le même responsable.

Il a aussi signalé la proposition de 31 autres opérations pour l'aménagement de la totalité des plages de la wilaya, pour une enveloppe de plus de 273 millions de DA.

Toujours au titre des mesures visant à assurer une bonne saison estivale 2021, M. Zelmati a fait part de la mise au point d'un plan d'information et de sensibilisation en direction des visiteurs de la wilaya, prévoyant le lancement de campagnes de proximité, et d'autres via les réseaux sociaux, sous le signe "Saifouna fi Biladina" (Notre été dans notre pays), afin de promouvoir le tourisme local.

Ce plan prévoit aussi des campagnes de nettoyage des plages et de leur environnement, des actions de sensibilisation contre les risques de noyade et les dangers de la baignade dans des plages non autorisées, les barrages et les oueds et contre les incendies de forêts et les maladies à

transmission hydrique (MTH). Un plan de transport a été, également, mis en place pour assurer le déplacement direct des citoyens des communes reculées et classées zones d'ombre vers les plages autorisées à la baignade, selon le même responsable, qui a signalé l'ouverture de 174 lignes de transport, sur lesquels activeront 637 véhicules totalisant plus de 16.000 places.

Concernant les mesures préventives contre la Covid-19, M. Zelmati a fait part de préparatifs pour la mise en place d'un protocole sanitaire qui prévoit, notamment, l'installation de cellules de veille ou de crise au niveau des hôtels de la wilaya qui devront exploiter de la moitié de leur capacité d'accueil, seulement avec l'interdiction de la restauration sur place, tout en leur imposant la présence d'un infirmier ou d'un agent médical.

Le même protocole sanitaire prévoit également l'annulation de la totalité des activités sportives et récréatives en lieux fermés, la fermeture des piscines au niveau des hôtels, l'organisation des accès au niveau des plages de façon à éviter les regroupements et le maintien d'une distance de trois mètres entre chaque parasol.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 31 morts et 1.448 blessés en une semaine

Trente-une (31) personnes ont trouvé la mort et 1.448 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant la période du 6 au 12 juin à travers le territoire national, a indiqué mardi la Protection civile, dans un bilan hebdomadaire. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Djelfa avec 4 personnes décédées et 29 autres blessées dans 21 accidents de la circulation, précise la même source. Les unités de la Protection civile ont procédé en outre à l'extinction de 1.753 incendies urbains, industriels et autres et effectué 8.248 opérations d'assis-

tance à des personnes en danger et diverses. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période 294 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique, ainsi que 384 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés et les zones d'habitation, ajoute le même bilan.



## UE - VIRUS - CORRUPTION

**La pandémie alimente le sentiment de corruption dans l'UE, selon Transparency**

La pandémie de coronavirus a alimenté le sentiment de corruption des citoyens de l'Union européenne, moins de la moitié d'entre eux estimant que la crise a été gérée de façon "transparente" par les autorités, selon une enquête de Transparency International dévoilée mardi.

"Dans l'UE, seules quatre personnes sur dix environ pensent que leur gouvernement a géré la pandémie de manière transparente. En France, en Pologne, et en Espagne, 60% des personnes interrogées ou plus pensent que la gestion de la pandémie par leur gouvernement manque de transparence", selon les résultats de l'étude.

Plus de 40.000 habitants issus des 27 pays de l'Union Européenne ont répondu à ce Baromètre européen de la corruption, réalisé entre octobre et décembre 2020.

Selon Transparency International, les soins de santé sont particulièrement touchés par la corruption.

Bien que 6% seulement des personnes interrogées ont déclaré avoir versé un pot-de-vin pour accéder à des soins, 29% disent compter sur leurs relations personnelles pour obtenir un accès privilégié.

"Les soins médicaux, en particulier, ont été un terrain propice à la corruption alors que les gouvernements s'efforçaient de gérer la pandémie de Covid-19", écrit Transparency dans son rapport. La fréquence des pots de vin dans le secteur de la santé, rapportée par les répondants, est la plus élevée en Roumanie (22%) et en



Bulgarie (19%), tandis que le recours aux relations personnelles était le plus fréquent en République tchèque (54%) et au Portugal (46%).

Près de la moitié des Français interrogés ont déclaré avoir eu recours à une relation personnelle pour avoir accès à un service public au cours de ces douze derniers mois.

Le rapport exhorte les gouvernements de l'UE à "redoubler d'efforts pour garantir une sortie juste et équitable de la pandémie en

cours". La Hongrie et la Pologne sont pointées du doigt comme des pays utilisant la crise sanitaire comme "une excuse pour saper la démocratie" à travers de nouvelles réglementations.

Des politiciens y ont vu "une occasion de faire du profit", ajoute le rapport, citant le lobbying en faveur de l'achat de masques de protection. En Allemagne, des députés du parti conservateur au pouvoir ont été mis en cause pour être intervenus dans ce type de marché. Dans ce pays, plus de 60% des personnes interrogées estiment que le gouvernement est sous influence de groupes d'intérêt privés.

C'est aussi le sentiment de plus de la moitié des sondés en Europe s'agissant de leur propre gouvernement.

Plus largement, un tiers des européens interrogés pense que la corruption stagne ou augmente dans leur pays.

"Ces résultats devraient être considérés comme un signal d'alarme tant pour les gouvernements nationaux que pour les institutions de l'Union Européenne", a déclaré Michiel van Hulten, directeur de Transparency International UE dans un communiqué.

## SYNDICATS

**"Plusieurs milliers" de participants à un forum syndical international virtuel**

Plus d'une centaine d'organisations et plusieurs milliers de militants doivent participer de lundi à samedi à un "Forum syndical international des transitions écologiques et environnementales" en visioconférence, a affirmé le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT, France) Philippe Martinez en ouvrant l'événement. Ce Forum, une première, est organisé par la CGT en partenariat avec des ONG (Global Labour Institute, Rosa Luxemburg Stiftung, Trade Unions for Energy Democracy, Alter Summit).

Il verra les organisations syndicales de nombreux pays participer aux 17 tables rondes programmées au cours de la semaine, sur des questions sectorielles

(énergie, transports, construction, services publics) ou plus transversales (le lien entre les luttes féministes et environnementales, la "construction de larges coalitions au service d'un rapport de force sur les questions sociales et environnementales").

"Les enjeux environnementaux et climatiques sont lourds de menaces tant sur la qualité que le nombre d'emplois directement concernés.

Il y a donc nécessité d'anticiper ces évolutions, de réhabiliter les approches communes, ce qui est le rôle des puissances publiques, mais aussi de fixer et de faire respecter des règles afin de préserver les travailleurs des coûts et des ajustements qui pourraient se révéler indispensables", a

souligné M. Martinez. Le secrétaire général de la CGT a rappelé le travail de la Confédération avec des ONG comme Greenpeace, au sein du collectif "Plus jamais ça". "Nous travaillons ensemble à construire des propositions alternatives au capital conjuguant les questions sociales et environnementales, ainsi que des actions concrètes sur le terrain au côté des citoyens", a-t-il souligné. Le Forum doit déboucher samedi sur la rédaction d'un appel unitaire en perspective de la conférence mondiale sur le climat (COP 26) qui se déroulera à Glasgow en novembre, et adressé à l'ensemble des forces sociales engagées dans la construction d'une transformation écologique et sociale.

## ETHIOPIE - ENFANCE

**33.000 enfants de la région du Tigré sont en danger de mort imminente, selon la directrice exécutive de l'UNICEF**

Au moins 33.000 enfants souffrant de malnutrition sévère de la région éthiopienne du Tigré ravagée par les combats risquent une mort imminente, s'ils ne bénéficient pas d'aide immédiate, a averti lundi Henrietta Fore, directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon Mme Fore, le fonds estime que 36.000 enfants de

moins de 5 ans ont besoin d'un traitement pour malnutrition aiguë sévère, et dans certaines parties de la région du Tigré, dans l'extrême nord de l'Éthiopie, inaccessibles aux travailleurs humanitaires, ces 33.000 enfants mourront s'ils ne reçoivent pas d'aide.

"Ces enfants font partie des plus de 2,2 millions d'habitants du nord de l'Éthiopie qui

souffrent d'une insécurité alimentaire aiguë, dont au moins 140.000 au Tigré qui sont déjà confrontés à des conditions proches de la famine", a-t-elle déclaré dans un communiqué.

"Au cours du seul mois dernier, nous avons constaté une multiplication par quatre des admissions hebdomadaires d'enfants pour traitement de la malnutrition aiguë sévère",

a-t-elle ajouté. Après sept mois de conflit entre les troupes gouvernementales et les forces du Tigré, la région a atteint le niveau 5 ("Catastrophe/Famine") du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

Les travailleurs humanitaires se plaignent depuis des mois du manque d'accès pour apporter l'aide aux personnes en ayant besoin.

## PHILIPPINES

**Interdiction d'entrée aux voyageurs en provenance d'Inde et de six autres pays jusqu'au 30 juin**

Les Philippines ont prolongé jusqu'au 30 juin l'interdiction d'entrer sur leur territoire pour tous les voyageurs en provenance d'Inde, du Pakistan, du Sri Lanka, du Bangladesh, du Népal, du sultanat d'Oman et des Emirats arabes unis, a annoncé lundi soir Harry Roque, porte-parole de la présidence.

Dans un communiqué, M. Roque a indiqué que le président philippin Rodrigo Duterte avait approuvé l'exten-

sion des restrictions de voyage pour empêcher la propagation d'un variant hautement infectieux.

Les Philippines avaient initialement imposé des restrictions de voyage à l'Inde à partir du 29 avril en raison de la flambée de COVID-19 dans ce pays.

L'interdiction avait ensuite été élargie pour inclure les voyageurs en provenance du Bangladesh, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka à partir du 7 mai.

Les Philippines ont également interdit les arrivées internationales en provenance du sultanat d'Oman et des Emirats arabes unis le 15 mai après que des travailleurs philippins d'outre-mer venus de ces pays ont été testés positifs au variant de la COVID-19 décodé vert pour la première fois en Inde.

Les Philippines ont enregistré 1.322.053 cas confirmés de COVID-19, dont 22.845 décès.

## CHINE

**Pas de radioactivité "anormale" autour de la centrale de Taishan**

La radioactivité n'est pas "anormale" autour de la centrale nucléaire de Taishan, dans le sud de la Chine, a assuré Pékin mardi, à la suite de l'annonce d'un problème interne à un réacteur.

La centrale nucléaire EPR de Taishan, construite avec le groupe français EDF dans le sud de la Chine, est sous surveillance pour un problème d'étanchéité au coeur d'un réacteur, mais les rejets de gaz dans l'air ainsi générés sont dans les limites autorisées, ont assuré lundi EDF et l'opérateur chinois CGN.

L'un des réacteurs EPR de la centrale nucléaire de Taishan, dans le sud de la Chine, a subi une "augmentation de la concentration de certains gaz rares" dans un circuit, a annoncé le groupe français EDF lundi, après que CNN a rapporté une possible fuite, et alors que la centrale assure que la situation est normale.

"EDF a été informée de l'augmentation de la concentration de certains gaz rares dans le circuit primaire du réacteur n 1 de la centrale nucléaire de Taishan détenue et exploitée par TNPJVC, joint-venture de CGN (70%) et EDF (30%)", avait indiqué le groupe français dans un communiqué.

Le circuit primaire est un circuit fermé contenant de l'eau sous pression, qui s'échauffe dans la cuve du réacteur au contact des éléments combustibles.

Les gaz dits "rares" comptent l'argon, l'hélium, le krypton, le néon ou encore le xénon. "La présence de certains gaz rares dans le circuit primaire est un phénomène connu, étudié et prévu par les procédures d'exploitation des réacteurs", a ajouté l'entreprise.

Les deux réacteurs de Taishan sont à ce jour les seuls EPR à être entrés en service dans le monde, en 2018 et 2019.

D'autres exemplaires de ces réacteurs de troisième génération sont en construction en Finlande, en France et au Royaume-Uni, mais de multiples déboires techniques ont retardé de plusieurs années leurs mise en service.

## SRI LANKA

**Arrestation du capitaine d'un porte-conteneurs incendié**

Le Département des enquêtes criminelles du Sri Lanka a arrêté, lundi, le capitaine du porte-conteneurs MV X-Press Pearl qui a pris feu aux abords du port de Colombo le 20 mai.

"Le capitaine avait été arrêté dans un hôtel de la capitale Colombo, où il était détenu avec d'autres membres de l'équipage, et il serait présenté devant une Haute Cour locale", a indiqué le porte-parole de la police, le DIG Ajith Rohana.

Le MV X-Press Pearl est enregistré sous le pavillon de Singapour et transportait 1.486 conteneurs contenant 25 tonnes d'acide nitrique et plusieurs autres produits chimiques et cosmétiques depuis le port de Hazira, en Inde, le 15 mai. Le navire a lancé un appel de détresse alors qu'il naviguait près du port de Colombo le 20 mai, et a rapidement pris feu avant que la Marine sri-lankaise ne dépêche des navires pour maîtriser l'incendie. L'Autorité de protection de l'environnement marin du Sri Lanka a déclaré que l'incendie du navire avait provoqué une catastrophe écologique massive, les plages de la côte sud à la côte ouest ayant été endommagées par les débris rejetés sur le rivage.

## VACCINATION - COVID-19

## Ouverture d'espaces publics de vaccination à El Bayadh et Mascara

Les services de santé des wilayas de Mascara et El Bayadh ont ouvert lundi des espaces publics de vaccination contre la Covid-19.

Dans la wilaya d'El Bayadh, deux espaces publics dotés de tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été ouverts à la place du 1er novembre au centre-ville de Bougtob et à proximité de la salle de conférences de la commune de Labiodh Sidi Cheikh, ont indiqué les services de santé.

Les deux espaces s'ajoutent à 15 centres de vaccination contre la Covid-19 implantés à travers la wilaya, ainsi que quatre équipes mobiles destinées aux zones reculées de la wilaya, a-t-on précisé de même source.

Parallèlement à l'opération de vaccination, les équipes de santé œuvrent à sensibiliser les citoyens sur l'importance de la vaccination contre la Covid-19.

Pour rappel, la wilaya d'El Bayadh a réceptionné plus de 11.000 doses de vaccin anti Covid-19 depuis le début de l'opération de vaccination en février dernier.

A Mascara, un point de vaccination contre le Coronavirus a été ouvert dans la journée à la place "Emir Abdelkader" au centre-ville pour accueillir les citoyens désirant se faire vacciner et l'opération devra durer une semaine sous la supervision d'un staff médical et paramédical, a souligné la directrice de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Mascara, Tighrint Oum El Kheir.

L'EPSP a fourni un nombre suffisant de doses de vaccin pour permettre l'accueil d'un grand nombre de citoyens dans ce point nouvellement créé, selon la même source.

Depuis le lancement de l'opération de vaccination contre la Covid-19 en février dernier, 3000 citoyens ont été vaccinés dans dix cliniques affiliées à l'Etablissement public de santé de proximité de Mascara.

## TAMANRASSET Début de la vaccination anti Covid-19 dans un espace ouvert

La campagne de vaccination contre le coronavirus (Covid-19) a été lancée mardi dans un espace ouvert, à la place du 1er novembre à Tamanrasset, a-t-on constaté.

Encadrée par les services de la Santé, en collaboration avec la Protection civile, cette campagne, dont le lancement a été donné par les autorités de la wilaya, vise à élargir la prestation de vaccination contre la Covid-19 en dehors des structures de santé, et ce pour toucher le plus grand nombre de personnes, selon les organisateurs.

Cet espace ouvert contribuera à augmenter le taux de vaccination anti Covid-19 des citoyens, a souligné le directeur local de la Santé et de la Population (DSP), Mustapha Zenagui, en signalant que la wilaya de Tamanrasset reçoit chaque semaine des lots suffisants de vaccin.

Il a appelé pour cela les citoyens à se rapprocher de cet espace ouvert et des centres de proximité pour se faire vacciner.

Le chargé de communication à la direction locale de la Protection civile, abdefattah Mouatsi, a indiqué que cet espace va renforcer les centres de vaccination de base implantés au niveau des établissements de santé, dans lesquels tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer une bonne prise en charge des citoyens.

De nombreux citoyens, approchés par l'APS, ont salué cette initiative préventive visant à contribuer aux efforts de lutte contre la pandémie à travers le renforcement de l'immunité collective.

## BILAN CORONAVIRUS

## 373 nouveaux cas, 261 guérisons et 9 décès

Trois cent soixante treize (373) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 261 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 134.115 dont 373 nouveaux enregistrés durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.588 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 93.355 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 31 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 19 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas durant les dernières 24 heures, 21 autres ont enregistré entre 1 et 9 cas et 8 wilayas ont enregistré plus de dix cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



## DON DE SANG

## L'Agence nationale du sang célèbre la Journée mondiale du donneur de sang

L'Agence nationale du sang (ANS) a célébré, lundi à Alger, la Journée mondiale du donneur de sang, coïncidant avec le 14 juin de chaque année, et placée cette année sous le slogan "Donnez votre sang pour faire battre le cœur du monde".

La Journée a été célébrée en présence, notamment du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, du représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, François Bla Nguessan, et du représentant du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Cheikh.

Prenant la parole à cette occasion, M. Benbouzid a tenu d'abord à saluer l'ensemble des donneurs de sang algériens pour "leur grande générosité et leur contribution cruciale à sau-



ver des vies humaines et à améliorer l'état de santé des malades".

Le ministre a ajouté que la célébration de la Journée mondiale du donneur de sang, décrétée depuis l'année 2004, était une occasion pour "sensibiliser les gens sur l'importance du don de sang dans les systèmes de santé des pays et de la place qu'il y occupe", soulignant qu'il s'agit d'"une des parties fondamentales de la

santé publique". A ce propos, M. Benbouzid a rappelé que la nouvelle loi algérienne sur la santé confirme que "le don de sang est un service public gratuit fondé sur le principe de la solidarité", affirmant qu'"il est strictement interdit de faire du don de sang une activité à caractère commerciale ou à but lucratif".

Il a salué, aussi, le fait que "le don de sang en Algérie s'est poursuivi au même

rythme malgré une situation sanitaire actuelle marquée par la pandémie du Covid-19".

De son côté, M. Bla Nguessan a présenté le message du directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, adressé pour l'occasion, dans lequel il a exhorté les gouvernements en collaboration avec les associations des donneurs de sang et les organisations non gouvernementales (ONG) qui activent dans ce domaine à "mettre en place les systèmes et les infrastructures nécessaires pour accroître la collecte du sang auprès des donateurs volontaires".

Pour sa part, M. Cheikh a mis en exergue le rôle des mosquées dans la sensibilisation des populations sur l'importance et l'utilité du don de sang, en affirmant que "la vie humaine est une chose qui revêt un caractère sacré".

## MILA

## Début de la campagne de vaccination contre la Covid-19 à travers des espaces ouverts

Les services de santé de Mila ont entamé lundi une campagne de vaccination contre la Covid-19, à travers les espaces ouverts.

Le lancement de cette campagne qui cible les diverses catégories de la population a été effectué au jardin public chahid Rachid Chaâbouh, au centre-ville, a indiqué à l'APS Dr.

Abdelghani Medjkal, responsable de ce centre de vaccination et président du conseil médical de la santé de proximité à Mila.

Tous les moyens matériels et humains et les conditions de succès de cette campagne ont été mis en place pour vacciner le plus grand nombre de citoyens, a ajouté le même praticien qui a souligné que ces centres de vaccination ressemblent à des hôpitaux mobiles encadrés par un staff médical de diverses disciplines et des paramédicaux.

Le citoyen désirant se faire vacciner



au niveau de ce centre ouvert est soumis à un examen médical minutieux sur son état de santé, en plus d'être placé après la vaccination en observation pendant une demi-heure avant de repartir avec une carte de vaccination et un rendez-vous pour la seconde prise, a assuré ce médecin. Selon Dr.

Medjkal, l'"affluence des citoyens durant cette première journée de la campagne, dont le délai n'a pas été déterminé, a été "acceptable" en dépit de la chaleur, soulignant que 23 personnes ont été vaccinées durant la matinée.

Boudjemaâ, 65 ans, s'est aperçu, dit-il, fortuitement de la présence de ce centre de vaccination suite à son passage près du jardin, assurant n'avoir point hésité à recevoir le vaccin.

Il a considéré cette campagne comme une "très bonne initiative" qui permet aux citoyens encore hésitants de se faire vacciner et se protéger contre la Covid-19.

"Les conditions mises en place par le staff médical au sein de ce centre sont de nature à rassurer et encourager le citoyen à se protéger et protéger ses concitoyens", a-t-il ajouté.

## P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

## BILAN DANS LE MONDE

## Au moins 3.813.994 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 3.813.994 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi.

Plus de 176.171.260 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détec-



tée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de lundi, 8.896 nouveaux décès et 311.632 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 2.726 nouveaux morts, le Brésil (827) et l'Argentine (686). Les Etats-

Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 599.945 décès pour 33.474.765 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 488.228 morts et 17.452.612 cas, l'Inde avec 377.031 morts (29.570.881 cas), le Mexique avec 230.187 morts

(2.455.351 cas), et le Pérou avec 188.921 morts (2.004.232 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 573 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (310), la Bosnie (289), la République tchèque (282) et la Macédoine du Nord (263).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mardi à 10H00 GMT 1.212.922 décès pour 35.127.289 cas, l'Europe 1.52.226 décès (53.653.752 cas), les Etats-Unis et le Canada 625.884 décès (34.877.603 cas), l'Asie 540.460 décès (38.478.717 cas), le Moyen-Orient 146.402 décès (8.921.286 cas), l'Afrique 134.995 décès (5.062.080 cas), et l'Océanie 1.105 décès (50.536 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

## TUNISIE

## 1.316 nouveaux cas confirmés et 52 décès en une journée

Le ministère tunisien de la Santé a signalé 1.316 nouveaux cas positifs à la COVID-19 ainsi que 52 décès supplémentaires durant les dernières 24 heures.

Dans un communiqué, publié lundi soir, la même source indique que le pays totalise 370.024 cas confirmés de COVID-19 et 13.567 décès depuis l'apparition de la pandémie, le 2 mars 2020. Jusqu'à présent, le ministère tunisien de la Santé a pu compter 323.201 cas de guérison, depuis le déclenchement de la crise sanitaire. Dans une déclaration, ce lundi, Amanallah Messadi, membre du comité scientifique de lutte contre la COVID-19 a commenté que le nombre des contaminations au variant sud-africain est passé de cinq à huit cas en Tunisie. "D'une façon générale, le nombre des cas de contaminations sont en augmentation, quotidiennement (...) toutes les provinces du pays passent par une situation critique, d'autant plus que le taux national des cas de

contamination avoisine les 28%", a mis en garde M. Messadi. Il pense, par ailleurs, que le confinement d'une semaine, décrété à l'occasion de l'Aïd al-Fitr (mai 2021) n'a pas été respecté: "les résultats devenaient alarmants 15 jours après", a-t-il regretté. En parallèle, le nombre des inscrits sur la plateforme de vaccination reste très bas. Pour citer un exemple, M. Messadi a fait savoir que seulement 11,5% des citoyens sont inscrits dans la province de Kairouan (centre) qui enregistre un taux de contaminations et de décès très élevés. Aux yeux du docteur Messadi, "le vaccin complète les autres mesures de lutte contre cette pandémie (...) malheureusement, un certain relâchement est généralisé et la grande majorité n'est pas en train d'appliquer les gestes barrière".

Jusqu'au 13 juin courant, 1.381.614 Tunisiens sont vaccinés contre la COVID-19 parmi 2.428.150 inscrits sur la plateforme électronique Evax.

## VACCINS

## L'UE a administré plus de 300 millions de doses de vaccin à ce jour

L'Union européenne (UE) a administré à ce jour plus de 300 millions de doses de vaccin contre le nouveau coronavirus, a tweeté mardi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. "Nous avons dépassé les 300 millions de vaccinations dans l'UE.

Chaque jour, nous nous rapprochons de notre objectif : assez de doses livrées pour vacciner 70% des adultes de l'UE le mois prochain", a-t-elle indiqué. En date de lundi, 53,3% des adultes

dans l'UE avaient reçu au moins une dose, alors que 353 millions de doses ont été administrées dans le bloc.

"A ce jour, près d'un tiers de tous les adultes dans l'UE sont complètement vaccinés", a salué Dana Spinant, porte-parole en chef adjointe de la Commission.

La stratégie vaccinale de l'UE repose sur plusieurs types de sérums. A ce jour, cinq ont reçu une autorisation d'urgence par l'Agence européenne des

médicaments (EMA), avec jusqu'à 4,4 milliards de doses précommandées via un processus d'achat centralisé. Les ressortissants de pays de l'UE pleinement vaccinés pourront rentrer leur statut dans le Certificat COVID numérique. Ce certificat à vocation européenne devant entrer en vigueur au 1er juillet leur permettra de se déplacer sans restriction au sein de l'espace Schengen, lequel regroupe 22 Etats de l'UE et quatre pays européens associés.

## AFRIQUE

## La Banque mondiale et l'UA s'associent pour déployer des vaccins en faveur de 400 millions d'Africains

La Banque mondiale et l'Union africaine (UA) ont annoncé lundi qu'elles s'associaient pour déployer des vaccins contre le nouveau coronavirus en faveur de 400 millions d'Africains.

Le président de l'institution financière internationale, David Malpass, a ainsi rencontré l'équipe spéciale africaine d'acquisition de vaccins (AVATT) de l'UA pour discuter des moyens d'accélérer leur déploiement sur le continent, a indiqué la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) dans un communiqué conjoint.

En mars dernier, l'AVATT avait conclu un accord de livraison de 400 millions de doses avec le laboratoire pharmaceutique américain Johnson & Johnson, avec le soutien de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

Le président de cette dernière, Benedict Oramah, a précisé que son institution avait apporté une garantie de 2 milliards de dollars aux pays de l'UA, permettant à ces derniers de négocier ce contrat.

Les doses seront réparties en fonc-

tion de la taille de la population des pays membres. Une fois les vaccins livrés, il faudra des efforts supplémentaires pour appuyer leur déploiement, notamment avoir des chaînes de distribution domestiques (logistique et chaîne du froid) et sécuriser les systèmes et capacités requis pour la vaccination.

En date de lundi soir, le nombre de cas d'infection confirmés en Afrique était de 5.049.036, avec 134.818 décès et 4.524.651 guérisons, selon le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

## BURUNDI

## Suspension de "la quarantaine obligatoire dans des hôtels choisis" pour les voyageurs étrangers

La quarantaine obligatoire au Burundi dans des hôtels choisis pour tous les voyageurs en provenance des pays étrangers dans le cadre des mesures destinées à empêcher la propagation de COVID-19 est désormais suspendue, a-t-on annoncé lundi à Bujumbura.

Cette décision prise par le comité national de riposte à la pandémie de COVID-19 a été annoncée par Jean-Baptiste Nzorironkankunze, secrétaire permanent au ministère burundais de la Santé publique et de la Lutte contre le SIDA.

Pour rappel, depuis la réouverture de l'aéroport international Melchior Ndadaye de Bujumbura, les voyageurs en provenance des pays étrangers qui entraient au Burundi, devaient observer une quarantaine obligatoire de 4 à 7 jours dans des hôtels qui avaient conclu des "mémorandums d'entente" avec le gouvernement burundais. "Toutefois, l'observation de la quarantaine au Burundi pour tous les voyageurs en provenance des pays étrangers, va continuer le lieu choisi par le voyageur lui-même, qui pourra opérer un choix entre son domicile ou dans un hôtel souhaité", a expliqué le secrétaire permanent qui s'exprimait au cours d'un point de presse.

Suite aux tests COVID-19 dont les résultats seront obtenus dans un délai de 24 heures, les personnes testées positives devront se diriger directement dans un centre de prise en charge médical contre la COVID-19 installé en zone urbaine de Bwiza (centre-ouest de Bujumbura), selon la même source. La frontière burundo-tanzanienne de Kobero reste ouverte, a fait remarquer M. Nzorironkankunze, précisant que les passagers testés positifs bénéficieront d'une prise en charge médicale, tandis que ceux testés négatifs, vont poursuivre leurs voyages.

## DANEMARK

## Le Danemark commence à lever l'obligation de porter le masque dans les lieux publics

Le Danemark a commencé lundi à lever l'obligation de porter un masque dans les espaces publics, une obligation qui devrait à terme complètement disparaître d'ici le 1er septembre.

A partir de lundi, le port du masque ne sera obligatoire dans les transports en commun que pendant les heures de pointe. Les clients des magasins, des supermarchés et des salons de coiffure ou de manucure seront également exemptés de port du masque. "La majorité des personnes à haut risque ont été vaccinées, de même qu'une grande partie du reste de la population et du personnel de santé", a indiqué dans un communiqué Helene Probst, directrice adjointe de l'Autorité danoise de la santé. Cet assouplissement a été décrété après que les partis politiques représentés au Parlement danois sont parvenus à un nouvel accord jeudi. Conformément à cet accord, les autorités sanitaires danoises ont publié un nouvel ensemble de directives détaillant les endroits où les masques sont encore requis, en général des endroits "où le risque d'infection est perçu comme plus élevé". Les masques resteront ainsi obligatoires dans les hôpitaux, les salles d'attente des médecins, les sites de dépistage du coronavirus, les centres de vaccination et sur les vols à destination et en provenance du Danemark.

Le Statens Serum Institut (SSI), l'agence nationale danoise chargée de lutter contre les maladies infectieuses, a enregistré 237 nouvelles infections au COVID-19 au cours des dernières 24 heures, le nombre le plus bas depuis septembre.

Cela porte le total national des infections à 290.111 cas confirmés, dont 2.526 décès. A ce jour, 2.725.559 personnes, soit 46,6 % de la population, ont reçu au moins une première injection vaccinale contre le coronavirus, et 1.501.788 d'entre elles, soit 25,7 % de la population, ont reçu leurs deux injections, a rapporté lundi le SSI.

# GINGIVITE ET PARODONTITE ÊTES-VOUS À RISQUE ?

*A l'occasion de la Journée mondiale de la santé bucco-dentaire, le 20 mars, faites le point sur votre hygiène dentaire et vérifiez si vous êtes à risque (ou non) de maladie parodontale. Allez-vous souffrir de gingivite ou de parodontite ? Répondez aux questions suivantes.*

Les deux plus grandes menaces pour notre bouche, ce sont les caries et les maladies parodontales. La carie dentaire apparaît lorsque les bactéries qui sont présentes dans la plaque dentaire (celle qui se constitue au fur et à mesure des repas) transforment les sucres, contenus dans les aliments et les boissons, en acides qui attaquent les dents. À la longue et en l'absence d'une bonne hygiène bucco-dentaire, la structure de la dent se fragilise... ce qui entraîne des douleurs.

Les maladies parodontales, quant à elles, atteignent les tissus de soutien des dents : la gencive, l'os et le ligament. Caractérisées par des douleurs, un gonflement et/ou un saignement des gencives, elles sont réversibles lorsqu'elles sont prises en charge suffisamment tôt - au stade de la gingivite. Dans les formes les plus graves (parodontite), cela peut évoluer jusqu'à la chute des dents.

## GINGIVITE : QUEL TRAITEMENT ?

Cette inflammation due à l'accumulation de biofilm sous la gencive toucherait près d'1 Français sur 2. La gingivite se manifeste par un gonflement de la gencive et des saignements. Si elle n'est pas soignée, cette gencive malade constitue une véritable porte d'entrée pour les

bactéries ou les toxines qui, à terme, peuvent provoquer la chute de la dent, voire coloniser d'autres organes à distance.

Heureusement, la gingivite est réversible et peut être facilement traitée par un brossage régulier des dents et de la gencive (du rouge vers le blanc) qui va éliminer le biofilm. Si cela ne suffit pas, au contact de la salive, ce biofilm se transforme progressivement en tartre, impossible à déloger avec une simple brosse à dents. Il faudra alors l'intervention du chirurgien-dentiste qui, grâce à des ultrasons, va retirer le tartre collé sur la couronne (partie visible de la dent) et la racine de la dent (sous la gencive). Ce détartrage peut se pratiquer sous anesthésie locale en cas de sensibilité dentaire. Il permet de diminuer l'inflammation des gencives et de préserver l'os qui soutient la dent, et donc de maintenir un environnement sain pour la dent.

## PARODONTITE : QUEL TRAITEMENT ?

La parodontite fait suite à une gingivite non soignée : les bactéries qui se sont développées sous la gencive forment alors une ou plusieurs poches parodontales entre la gencive et la dent. Quelquefois, de micro-abès apparaissent et, après quelques années, certaines dents



deviennent plus mobiles. Souvent, la maladie évolue insidieusement jusqu'à ce que les différents tissus de soutien qui forment le parodontite (gencive, cément, ligament et os alvéolaire) soient détruits, de façon irréversible. À terme, si rien n'est fait, la dent qui n'est plus soutenue finit par tomber.

L'autre risque est que les bactéries et les toxines présentes dans la cavité buccale passent dans la circulation sanguine lors de la dentation ou du brossage des dents,

puis se fixent sur un autre organe. Elles peuvent alors aggraver une maladie déjà présente (cardiopathie, diabète, insuffisance rénale, polyarthrite rhumatoïde, lupus érythémateux...) ou la favoriser (endocardite infectieuse, AVC, etc.). Les personnes souffrant de parodontite auraient ainsi 25 % de risques supplémentaires de présenter une atteinte cardio-vasculaire.

On ne guérit pas une parodontite (on ne sait pas faire repousser

l'os), mais on peut stabiliser la perte osseuse par une prise en charge régulière associée à une meilleure hygiène dentaire. Le traitement débute par un détartrage minutieux, suivi d'un surfaçage radiculaire : sous anesthésie locale, on passe autour des dents des mini-instruments afin de nettoyer les poches parodontales. Une à quatre séances sont nécessaires, parfois associées à un traitement antibiotique par voie orale pendant 8 jours. On peut utiliser certains biomatériaux (corail, os de synthèse) pour reconstruire de l'os ponctuellement et combler un espace vertical entre deux dents, par exemple. Le résultat dépend pour moitié de l'intervention du chirurgien dentiste, pour l'autre moitié du patient qui doit "entretenir" ce travail : se brosser les dents deux à trois fois par jour, utiliser des brossettes interdentaires pour déloger les bactéries, se faire aider si besoin pour arrêter de fumer, s'assurer que son diabète est équilibré... Un suivi chez le dentiste est nécessaire plusieurs fois par an, sinon la parodontite récidive.

Les contrôles réguliers sont importants même si vous ne remarquez pas de problème. Au moment où vous vous apercevrez que quelque chose ne va pas ou que vous avez mal, il sera peut-être trop tard !

## 10 QUESTIONS SUR LA MALADIE PARODONTALE

### 1 - QUAND S'INQUIÉTER ?

Dès l'apparition de saignements lors du brossage. Car si une blessure liée au passage de la brosse à dents est toujours possible, dans la très grande majorité des cas, ces saignements reflètent une maladie parodontale. Doivent également donner l'alerte une gencive rouge ou gonflée, l'apparition de petits "trous noirs" entre les dents, une sensibilité dentaire, une mauvaise haleine et... des dents qui bougent.

### 2 - LE RECUL DES GENCIVES EST-IL INÉVITABLE ?

Oui, il se produit de manière inévitable avec l'âge. Mais "la surface des racines dentaires mises à nu à cause du vieillissement de la gencive ne dépasse généralement pas 2 millimètres. Les lésions plus importantes sont dues soit à une usure de la gencive en raison d'un brossage trop appuyé, soit - situation plus fréquente - à une maladie parodontale", explique le Pr Marjolaine Gosset, chercheuse et parodontiste à l'hôpital Charles-Foix (Ivry-sur-Seine).

### 3 - DE QUOI DÉPEND LA FRAGILITÉ DES GENCIVES ?

Notamment de la génétique. Ainsi, "si la plupart des parodontites débute entre 30 et 40 ans, le terrain génétique peut favoriser l'apparition de formes très sévères chez des jeunes de moins de 25 ans", précise le Dr Duffau. La maladie est également favorisée par le tabac, un diabète non stabilisé, l'obésité, un stress important, une carence en vitamine C ou l'un certains traitements anticancéreux.

### 4 - QUELS GESTES ADOPTER AU QUOTIDIEN ?

"Une bonne hygiène bucco-dentaire est la meilleure arme", répond le Pr Gosset. Pour cela, réaliser au moins deux brossages par jour, à matin et soir, pendant deux minutes, utiliser

chaque soir des brossettes interdentaires ou du fil dentaire. Prévoir aussi un contrôle annuel chez le dentiste. "Ne pas hésiter à lui demander des séances pour apprendre à se brosser les dents", conseille le Dr Duffau, chirurgien-dentiste et parodontiste à Paris.

### 5 - LE FLUOR SEKIT-IL À QUELQUE CHOSE ?

Pas vraiment... Cet élément minéral présent dans la plupart des dentifrices, mais aussi dans l'eau, le sel, et l'alimentation (poissons de mer, etc.) vise surtout à renforcer l'émail pour contrer les caries. Contre les bactéries agglutinées en plaque dentaire, seule l'action mécanique du brossage est efficace.

### 6 - D'AUTRES SOINS BONS POUR LES GENCIVES ?

Selon des études indiennes, des cures de propolis - en gouttes, dentifrice, rince-bouche ou dans le miel - pendant deux ou trois semaines, améliorent les résultats du surfaçage. Le bain de bouche Gandush quotidien à l'huile de sésame est une pratique ayurvédique pour détartrer la bouche de ses déchets. Mastiquer un chewing-gum sans sucre est aussi conseillé quand on ne peut pas se laver les dents. Et surtout, conserver un mode de vie sain, sans tabac.

### 7 - QUID DU DÉTARTRAGE ?

Il est indispensable en complément du brossage. Il permet d'éliminer, via des curettes manuelles, des appareils à ultrasons ou un laser, le tartre qui ne peut pas être enlevé par le brossage et qui augmente le risque de parodontite. "En l'absence de parodontite et de risques, un contrôle éventuellement associé à un détartrage une ou deux fois par an suffit. En cas d'antécédents ou de risque élevé, prévoir un détartrage tous les trois à six mois", précise le Dr Duffau.

### 8 - PEUT-ON AVOIR DES PROBLÈMES MÊME AVEC TOUS LES BONS GESTES ?

Hélas, oui. "C'est notamment le cas chez les personnes prédisposées génétiquement à développer des parodontites agressives", indique le Pr Gosset. Mais sont également concernés les patients qui se brossent les dents... de façon non optimale.

"En France, où les brossettes interdentaires restent très fréquemment méconnues et où le brossage n'est pas toujours maîtrisé, beaucoup pensent, à tort, bien se nettoyer les dents", constate le Dr Duffau.

### 9 - QUE FAIRE QUAND ON COMMENCE À PERDRE DES DENTS ?

Deux solutions : les prothèses amovibles (dentier) ou les implants dentaires. Les premières sont moins onéreuses ; les seconds, plus confortables, car fixes. Mais si la maladie parodontale a détruit l'os de soutien de la dent, une chirurgie reconstructrice de l'os (non remboursée) est nécessaire au préalable.

Dans 22 % des cas peut survenir une inflammation au niveau de l'implant pouvant induire sa perte.

### 10 - QUELLES SOLUTIONS QUAND LA MALADIE EST LÀ ?

Si du tartre s'est déposé sous la gencive, le dentiste pratiquera un surfaçage radiculaire. Non remboursé (150-300 €), ce soin réalisé en une ou deux séances sous anesthésie locale permet d'éliminer le tartre et les bactéries au niveau des racines dentaires avec des curettes ou un appareil à ultrasons. "Un surfaçage complété par un brossage efficace, un contrôle des facteurs de risque et un bon suivi stabiliseront une parodontite pour toute la vie".

## Gingivite : comment éviter qu'elle revienne

Un détartrage régulier est le meilleur moyen de soigner une gingivite chronique. Mais certains remèdes naturels permettent de réduire l'inflammation des gencives.

Les gencives sont souvent le siège d'inflammations accompagnées de saignements : on appelle cela une gingivite. Mal soignée, elle peut évoluer vers une parodontite, c'est pourquoi il est important de se rendre chez le dentiste au moins tous les six mois pour un détartrage. Mais pour éviter que votre gingivite ne devienne chronique, il est possible de renforcer les défenses de vos gencives.

- Mangez au moins un légume cru par jour. Le fait de mastiquer les fibres qu'il contient a un grand pouvoir de nettoyage des dents (et vous en profitez pour faire le plein d'antioxydants).
- Deux fois par semaine, brossez-vous les dents avec du jus de citron.

### EN CAS DE CRISE DE GINGIVITE

- La vitamine E (prise sous forme de gélule de bié) et la vitamine C (prise sous forme d'acérola) permettent de lutter contre la surinfection.

- Les tisanes de sauge sont un excellent désinfectant : faites infuser 20 g de feuilles et fleurs de sauge dans un litre d'eau. A boire au cours de la journée.

- Avant le brossage des dents, rincez-vous la bouche avec une gorgée d'eau oxygénée à cinq volumes. Crachez, brossez-vous les dents et rincez abondamment. Le bain de bouche peut être utile en phase aiguë, mais au-delà de quelques semaines, il risque de déstabiliser la flore buccale.

- En homéopathie, deux remèdes permettent de restaurer les gencives : **Mercurius solubilis 7CH** et **Phosphorus 9CH**. 1 granule de chaque 6 fois par jour jusqu'à amélioration puis 3 fois par jour.

Illustration: P. R.

# BOUCHE SÈCHE : CAUSES ET SOLUTIONS

*Avoir la bouche sèche la nuit, au réveil ou pendant la journée peut devenir invalidant ou provoquer d'autres troubles. Alors comment réduire voire soigner la bouche sèche ? Réponses avec Christophe Lequart, chirurgien dentiste et porte parole de l'Union Française pour la santé bucco dentaire.*

Le rôle de la salive, les symptômes. En temps normal, notre quantité de salive suffit pour humidifier notre bouche, et on ne remarque même pas le fonctionnement de ce mécanisme tant il nous est naturel. Mais parfois, il arrive que la machine se grippe et que nous nous sentions desséchés ou déshydratés. On a beau se ruer sur les verres d'eau pour étancher sa soif, il arrive que ce réflexe demeure insuffisant. La sensation de bouche sèche persiste. Une sécheresse prolongée et excessive de la bouche provient d'une sécrétion de salive absente ou du moins insuffisante. Elle peut survenir et s'installer dans le temps, ou encore rester un épisode isolé. Avec comme conséquences des difficultés à s'alimenter ou encore une mauvaise haleine. La salive joue un rôle important puisqu'elle prévient les caries et les infections, en humidifiant et en protégeant la muqueuse buccale et les dents. Elle aide également à la digestion, en facilitant le passage des aliments dans l'œsophage et dans le tube digestif, grâce à ses enzymes. Les signes de la sécheresse buccale apparaissent clairement. C'est la sensation d'avoir une bouche pâteuse, remplie de coton ou encore de ressentir comme une brûlure ou une langue qui semble sèche. Il peut y avoir aussi une sécheresse au niveau des lèvres, une gêne ou une difficulté à déglutir ou à parler.

### Les causes de la bouche sèche

La sécheresse buccale qu'on appelle aussi xérostomie, touche souvent les personnes âgées car elle résulte de

l'effet de traitements médicamenteux. C'est l'un des effets secondaires que les médecins ou pharmaciens ne précisent pas forcément au moment de l'ordonnance. La mastication des aliments peut devenir pénible et entraîner des difficultés à avaler. La perception du goût peut être modifiée et les appareils dentaires deviennent difficiles à supporter. Dans la liste des médicaments qui peuvent occasionner ces troubles, figurent les anti-dépresseurs, les anti-histaminiques, les anti-inflammatoires ou encore les hypertenseurs, ou les amphétamines. A noter aussi que la radiothérapie, ou la chimiothérapie assèchent aussi énormément la cavité buccale.

### Certains malades font office d'élément déclencheur.

C'est le cas du diabète.

Du lupus.

Des atteintes chroniques au niveau des reins.

Il existe aussi une affection appelée le syndrome de Gougerot-Sjögren qui provoque ce problème.

Il fait savoir aussi que le stress et l'angoisse peuvent entraîner une sensation de bouche sèche. L'usage du tabac aussi.

L'habitude de respirer par la bouche. Un diabète mal contrôlé, ou une insuffisance rénale chronique, par exemple constituent des facteurs de risque.

Dans des cas plus rares, certaines blessures à la tête ou au cou endommagent parfois les nerfs qui



indiquent aux glandes salivaires de produire de la salive.

Les solutions et remèdes contre la bouche sèche

S'il n'y a pas de traitement contre la bouche sèche, les solutions existent, mais elles demandent des réflexes à inclure au quotidien. D'abord, il faut garder à proximité une bouteille d'eau et la transporter partout. L'idée est de boire régulièrement de petites gorgées à température ambiante. Jamais d'eau glacée ou bouillante. On peut également boire au cours du repas. Cela ne pose aucun problème.

Autre solution, le chewing gum sans sucre. En masticant, on va stimuler le flux salivaire et garder la cavité buccale bien humidifiée. Des bonbons sans sucre peuvent également faire l'affaire. Si vous

utilisez des bains de bouche, choisissez les sans alcool. Vérifiez bien la liste des ingrédients ou demandez conseil au pharmacien. Sinon, il est impératif d'éliminer les boissons alcoolisées et le tabac qui aggravent le phénomène.

### Quand consulter en cas de bouche sèche

Attention car un manque de salive persistant peut occasionner des dépôts de plaque dentaire qui vont augmenter le risque de gingivite et de carie ou d'autres infections de la bouche comme les mycoses buccales. En tout état de cause, si cette sécheresse se prolonge et devient gênante, il ne faut pas hésiter à opter pour un suivi médical car elle peut, sur le long terme, affecter la qualité de vie.

## 8 REMÈDES DE GRAND-MÈRE CONTRE LES MAUX DE BOUCHE

Aphtes, gingivites, rage de dent : pour les soigner, nos grands-mères ne manquaient pas de remèdes "maison" qu'on se passait de génération en génération. Ces trucs et astuces ont été rassemblés par Sophie Lacoste dans une bible des remèdes maison. Extraits.

### LES REMÈDES MAISON CONTRE LA GINGIVITE

- Un bain de bouche de grande ou de ronce : faites bouillir un litre d'eau dans lequel vous avez versé une poignée d'écorces de grande-bière puis un oignon de feuilles de ronce saugée. Laissez bouillir 3 à 10 m, filtrez et faites des bains de bouche avec cette infusion 3 fois par jour.

- Un mélange de miel et vignes rouge : cueillez de jeunes bourgeons de vigne rouge, écrasez-les pour obtenir le suc et mélangez avec un peu de miel. Fricotionnez doucement les gencives avec ce mélange.

- Un massage à l'huile d'olive : pour

raffermir vos gencives, massez-les régulièrement avec de l'huile d'olive tiède. A noter que ce même massage est conseillé pour garder les dents blanches.

### LES REMÈDES MAISON CONTRE LES DOULEURS DENTAIRES

- Un cataplasme de navet : pour calmer une rage de dents provoquée par une carie, faites cuire au four un gros navet et écrasez-le finement jusqu'à obtenir une pâte. Appliquez cette "puree" non pas sur la dent mais derrière l'oreille et le long du cou, du côté où vous avez mal. Renouvelez plusieurs fois par jour. Vous pouvez appliquer le cataplasme sur une gaze, mais pour une efficacité maximale, il faut un maximum de contact avec les principes actifs.

- Le clou de girofle : c'est sans doute le remède de grand-mère le plus connu. Il suffit de mâcher un clou de girofle ou de le déposer sur la dent malade

pour calmer la douleur dentaire. Vous pouvez aussi déposer directement une goutte d'huile essentielle de clou de girofle sur la dent : l'anesthésie est quasi immédiate mais c'est goûté... vous risquez de faire la grimace.

### LES REMÈDES MAISON CONTRE LES APHTES

- Un bain de bouche naturel : le bicarbonate de soude soigne les aphtes (ou la gingivite) à raison d'une demi-cuillère à café dans un demi-verre d'eau. A utiliser en bain de bouche quotidien. La décoction de fèves de carottes utilisée comme bain de bouche active également la cicatrisation de la muqueuse buccale : faites bouillir une poignée de fèves de carottes dans une petite casserole d'eau. Laissez infuser 5m, filtrez.

- Des myrtilles ou du basilic à mâcher : pour soulager et faire disparaître les aphtes, mâchez une bonne cuillère à soupe de myrtilles. Lorsque les haies sont vidées de leur jus, rattrachez-les.

Vous pouvez aussi mâcher des feuilles de basilic.

- Un badigeon au bleu de méthylène : le bleu de méthylène (à commander en pharmacie pour avoir le bon dosage à 2%) est un peu tombé dans l'oubli, pourtant c'est un désinfectant et un bactéricide qui agit vite. Prenez un coton-tige, trempez-le dans le flacon et badigeonnez l'intérieur de la bouche. Lorsque vous l'avez, le produit sera évacué par les voies urinaires donc ne vous étonnez pas si vous urinez bleu !

### COMMENT FAIRE UN BAIN DE BOUCHE ?

Remplissez votre bouche de liquide comme si vous buviez mais gardez-le longtemps dans votre bouche en le remuant de façon à ce que la solution soit au maximum en contact avec vos muqueuses. Recrachez.

Recettes tirées de Ma bible des remèdes maison par Sophie Lacoste, éd. LeducS.Pratique

## CÔTE D'IVOIRE

## Laurent Gbagbo de retour au pays après 10 ans d'absence

L'ex-président ivoirien, Laurent Gbagbo, doit rentrer jeudi à Abidjan après dix ans d'absence, trois mois à peine après son acquittement définitif de crimes contre l'humanité par la justice internationale et le feu vert à son retour donné par son rival, le président Alassane Ouattara, au nom de la "réconciliation nationale".

Laurent Gbagbo, qui a dirigé le pays pendant dix ans jusqu'en 2011, sera accueilli au pavillon présidentiel à l'aéroport, comme l'a proposé le président Alassane Ouattara.

C'est un "message fort" d'Alassane Ouattara, un geste en faveur de la réconciliation, a salué le parti de Laurent Gbagbo, le Front populaire ivoirien (FPI).

L'avion en provenance de Bruxelles doit atterrir à l'aéroport d'Abidjan à 15H45 (heure locale et GMT).

Une journée déjà qualifiée d'"historique": elle marque le retour d'un homme de 76 ans, qui domine la politique ivoirienne depuis des décennies, comme opposant, président, prisonnier. Il revient, selon ses proches, sans esprit de vengeance, mais au contraire pour oeuvrer à la politique de "réconciliation nationale".

Son absence n'a pas érodé sa popularité dans son camp. Les habitants de Mama (centre-ouest), son village natal, ont commencé dès dimanche à fêter son retour. "Je suis Gbagbo ou rien. Sans Gbagbo pas de réconciliation. On a prié pour qu'il revienne. Dieu merci il revient vivant. On est prêt pour l'accueillir", a déclaré à l'AFP Béatrice Krabba.

À Abidjan, des habitants commençaient à manifester leur joie lundi, comme un homme qui avait placé sur son scooter une pancarte "Dignes fils d'Afrique, honneur et gloire à vous. Gbagbo arrive!". À l'opposé, ses adversaires estiment toujours qu'il a précipité son pays dans le chaos en refusant sa défaite face à Alassane Ouattara à la présidentielle de 2010. Ce refus avait provoqué une grave crise post-électorale, pendant laquelle quelque 3.000 personnes ont été tuées.

## SOMALIE

## Au moins 15 morts dans un attentat-suicide contre un camp militaire

Au moins 15 personnes ont été tuées mardi matin dans un attentat-suicide contre un centre d'entraînement de l'armée de la capitale somalienne Mogadiscio, a annoncé un officier présent sur place.

Un kamikaze, "déguisé en soldat", s'est fait exploser devant des recrues "qui faisaient la queue devant le camp" militaire General Dhegobadan, dans l'est de la ville, a déclaré Mohamed Adan, affirmant avoir "compté une quinzaine de nouvelles recrues qui ont été tuées dans l'explosion".

"Le nombre de morts peut être plus élevé", a-t-il ajouté. "Le kamikaze a visé les nouvelles recrues qui faisaient la queue (...), c'était horrible", a confirmé un autre officier, le colonel Ahmed Ismail. Ce bilan provisoire est un des plus lourds enregistrés depuis un an et demi dans la capitale somalienne, régulièrement secouée par des attaques des terroristes "shebab", affiliés à Al-Qaïda, qui ont juré la perte du gouvernement fédéral soutenu par la communauté internationale. Ces attaques, menées par des kamikazes ou à la voiture piégée, visent souvent des cibles sécuritaires (checkpoints et bases de l'armée et de la police). Le 28 décembre 2019, une attaque à la voiture piégée contre un poste de contrôle dans un quartier animé de Mogadiscio avait fait au moins 81 morts, selon un bilan officiel. Cet attentat n'avait pas été revendiqué par les "shebab". Le 17 août 2020, une attaque d'envergure revendiquée par les "shebab" sur un hôtel de Mogadiscio fréquenté par des responsables gouvernementaux, avait fait onze morts, selon un bilan officiel.

APS

## SAHARA OCCIDENTAL

## L'Algérie déplore le fait que des obstacles aient été dressés face à la Minurso

L'ambassadeur d'Algérie aux Nations unies, Sofiane Mimouni a déploré lundi l'incapacité de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) à remplir sa mission, trente ans après sa création, notant que de nombreuses opportunités avaient été manquées pour parvenir à une solution juste à la question du Sahara occidental. M. Mimouni qui s'exprimait à l'occasion de la session annuelle du Comité spéciale de la décolonisation, dit comité des 24, a critiqué la "procrastination" et les "obstacles dressés sciemment" face à l'organisation du référendum d'autodétermination au Sahara occidental.



## MALI

## L'ONU insiste sur la nécessité d'élections "libres et justes" le 27 février 2022

Une grande majorité des membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont réclamé lundi la tenue d'élections "libres et justes" au Mali en février 2022, sans la participation de ses dirigeants actuels, s'affirmant aussi en faveur d'une reconduction de la force de paix Minusma à effectifs constants.

"La priorité absolue doit être l'organisation de l'élection présidentielle le 27 février 2022" sans candidature des responsables du récent coup de force dans ce pays, a affirmé l'ambassadeur français Nicolas de Rivière, lors d'une réunion du Conseil.

Après l'annonce d'un fin de l'opération militaire française Barkhane, le diplomate a assuré que la France "maintiendra une présence militaire importante pour accompagner et soutenir les forces sahéliennes avec ses partenaires européens", après avoir évoqué devant des médias une "adaptation progressive (...) à la situation sur le terrain".

"Il est essentiel que les élections

de février 2022 soient libres et justes et soient gérées par des autorités électorales compétentes et impartiales, en utilisant des processus transparents", a affirmé l'ambassadeur américain adjoint à l'ONU, Jeffrey DeLaurentis. Un point de vue soutenu par le Mexique, la Norvège, l'Irlande ou le Niger.

Concernant la Minusma, dont le mandat doit être renouvelé la veille de son expiration le 30 juin, plusieurs membres ont affirmé leur soutien à une prolongation pour un an sans changement de ses effectifs.

La Chine et le Vietnam ont précisé être en faveur d'un "maintien du plafond" du nombre de militaires et policiers actuellement autorisés, soit environ 15.000.

Isolée sur ce point, la France a estimé que "la question d'une hausse" du nombre de Casques bleus devait être posée, après avoir déploré qu'il n'y ait que 2.000 Casques bleus dans le centre du pays avec "trois hélicop-

ters mis à disposition une semaine sur deux". Les Etats-Unis ont à nouveau rejeté la demande de Paris et des pays africains de créer un bureau de soutien de l'ONU à la force antiterroriste G5 Sahel qui serait financé sur des contributions obligatoires des Nations unies. "Il est important de maintenir une ligne claire entre la lutte contre le terrorisme et le maintien de la paix afin de protéger l'impartialité et le personnel de l'ONU", a fait valoir Jeffrey DeLaurentis.

Après l'annonce de la fin de Barkhane et la suspension décidée début juin par Paris des opérations militaires conjointes entre la France et le Mali, la Russie a jugé "irresponsable à l'heure actuelle d'abandonner le pays à son sort, en envisageant de réduire l'aide militaire et financière qui lui est apportée".

"L'enjeu est trop important pour la sécurité au Mali et dans toute sa région", a estimé l'ambassadrice russe adjointe, Anna Evstigneeva.

## BURKINA FASO

## Plus de 25 terroristes neutralisés la semaine dernière

L'armée burkinabè a affirmé lundi avoir neutralisé plus de 25 terroristes présumés dans la semaine du 7 au 13 juin au cours des opérations antiterroristes qui ont également coûté la vie à trois militaires et six combattants volontaires.

Selon le rapport de l'armée burkinabè, après l'attaque meurtrière qui a fait officiellement 132 morts dans la nuit du 4 au 5 juin dernier dans sur le site minier artisanal du village de

Solhan dans le Sahel (nord-est), plusieurs opérations ont été menées durant la même semaine dans plusieurs localités du pays.

Dans cette localité, les unités déployées ont neutralisé une dizaine de terroristes et saisi des moyens roulants des terroristes, selon le rapport qui précise qu'un engin explosif improvisé a également été découvert et mis hors de danger alors que les opérations sont toujours en cours.

Le 10 juin 2021, une unité mixte du détachement de Arbinda dans le Sahel (composée de militaires et de gendarmes) a été prise à partie par des individus armés lors d'une patrouille à hauteur de Gorguel dans le Nord-ouest.

La riposte a permis de neutraliser une quinzaine de terroristes, selon le rapport.

La même source ajoute que 24 heures après, une unité du détachement mi-

litaire de Namissiguima est tombée dans une embuscade à Kogolbarao-Go alors qu'elle intervenait au profit des populations de Sanaré dans la province du Bam, dans le Centre-nord du pays.

"Le bilan fait état d'un militaire et de 6 combattants volontaires décédés.

Quatre blessés ont été dénombrés et évacués vers les centres de santé des armées", indique toujours l'armée burkinabè.

## KENYA

## La police kényane arrête un terroriste présumé

La police kényane a confirmé lundi qu'un terroriste présumé avait été arrêté dans un centre commercial local du comté de Garissa dans le nord-est du Kenya.

Le suspect a été arrêté lundi aux alentours de midi dans le centre commercial de Kulan par des agents de sécurité grâce aux informations four-

nies par des membres du public. "Le suspect est actuellement détenu au commissariat de Kulan en attendant sa prise en charge par la brigade antiterroriste de Dadaab", a indiqué la police dans un communiqué.

Ce pays d'Afrique de l'Est a été placé en vigilance accrue en raison de la menace terroriste posée par le

groupe terroriste Shebab, affilié à Al-Qaïda.

Des terroristes Shebab ont lancé de attaques contre des comtés tels que Mandera, Wajir et Garissa dans la région du nord-est du pays près de la frontière somalienne, après avoir traversé clandestinement les zones de sécurité.

## PALESTINE

## Le Premier ministre palestinien appelle le nouveau gouvernement israélien à reconnaître les droits des Palestiniens

Le Premier ministre palestinien Mohammed Shtayyeh a appelé lundi le nouveau gouvernement israélien à mettre fin à l'occupation et à reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien.

"Ce que nous attendons du nouveau gouvernement israélien, c'est qu'il commence à prendre des mesures pour mettre fin à l'occupation et aux colonies en Palestine", a indiqué M. Shtayyeh lors de la réunion hebdomadaire du cabinet palestinien à Ramallah, en Cisjordanie.

Dans un communiqué de presse officiel, M. Shtayyeh a déclaré que le nouveau gouvernement israélien devait reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien.

"Ce gouvernement n'aura pas d'avenir s'il ne reconnaît pas l'avenir des Palestiniens", a-t-il souligné. Le Premier ministre palestinien a également averti qu'il y aurait des "conséquences graves pour les autorités d'occupation israéliennes si elles permettaient aux extrémistes de droite de participer à la marche du drapeau mardi à Al Qods".

"L'organisation de cette marche du drapeau à Al Qods-Est est une provocation envers le peuple palestinien, et constitue une agression contre la ville et contre nos lieux saints", a-t-il affirmé, ajoutant



que la communauté internationale devait "intervenir pour l'arrêter".

Le conflit israélo-palestinien n'a cessé de s'intensifier depuis avril à Al Qods-Est, entraînant également une escalade des tensions en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza.

Le 10 mai, de violents combats ont

éclaté entre les deux parties dans l'enclave côtière assiégée de Ghaza.

Ils n'ont pris fin que le 21 mai, après que l'Égypte a négocié un cessez-le-feu.

Selon des chiffres officiels palestiniens, ces onze jours de combats ont tué au moins 250 Palestiniens et ont fait des centaines de blessés.

## CANADA

## L'homme qui a fauché une famille musulmane inculpé de terrorisme



L'auteur présumé d'une attaque à la voiture-bélier qui a tué quatre membres d'une famille musulmane le 6 juin au Canada, a été inculpé de terrorisme, ont annoncé lundi les enquêteurs et le parquet.

Le suspect âgé de 20 ans, Nathaniel Veltman, a brièvement comparu lundi matin devant le tribunal de London, ville du sud de l'Ontario où s'est déroulée le drame le 6 juin.

Lors d'une première audience la semaine dernière, il avait déjà été inculpé de quatre chefs d'accusation de meurtres avec préméditation et d'une tentative de meurtre après l'attaque qui avait été qualifiée d'acte "terroriste" par le Premier ministre canadien Justin Trudeau.

"Les procureurs généraux aux niveaux fédéral et provincial ont donné leur consentement pour entamer des procédures en matière de terrorisme, alléguant que les meurtres et la tentative de meurtre constituent également une activité terroriste", a indiqué la Gendarmerie royale du Canada (GRC, police fédérale), dans un communiqué après l'audience.

Le jeune homme, qui n'a

pas de casier judiciaire et aucune affiliation connue avec une organisation extrémiste, a déclaré ne pas avoir d'avocat pour le moment. M. Veltman doit comparaître à nouveau lors d'une audience prévue le 21 juin. Lors de son arrestation, il portait une veste ressemblant à un gilet pare-balles et un casque.

Selon la police de London, M. Veltman avait délibérément foncé sur la famille Afzaal avec son pick-up dans le cadre d'un acte "prémédité et planifié, motivé par la haine". Cinq membres de la même famille avaient été fauchés alors qu'ils attendaient de traverser à un carrefour dans la ville de London, à 200 km au sud-ouest de Toronto.

Les deux parents, leur fille de 15 ans et sa grand-mère ont été tués, mais leur fils de 9 ans, grièvement blessé, a survécu. Le petit Favez a pu quitter l'hôpital et il a été pris en charge par des membres de sa famille, ont révélé lundi plusieurs médias canadiens.

Le garçon "devrait se remettre, mais ça va prendre du temps", a déclaré à la chaîne CBC un proche de la famille Afzaal, Saboor Khan.

Il s'est également félicité

des nouvelles qualifications terroristes contre le suspect, qui étaient réclamées par plusieurs dirigeants de la communauté musulmane.

"Je pense qu'il est très important pour nous de parler d'un acte terroriste", a pour sa part réagi lundi la vice-première ministre du Canada, Chrystia Freeland.

"C'est important pour nous d'identifier cela comme un acte d'islamophobie et c'est important pour nous d'identifier la terrible menace que représente le suprémacisme blanc pour le Canada et les Canadiens", a-t-elle ajouté, lors d'un point de presse.

La semaine dernière, les députés canadiens ont adopté une motion pour la tenue d'un

sommet d'urgence sur l'islamophobie, d'ici la fin juillet. Ce drame constitue l'attaque contre des musulmans la plus meurtrière au Canada depuis la fusillade de la mosquée de Québec qui avait fait six morts en 2017. L'auteur de la fusillade, un suprémaciste canadien, n'avait toutefois pas été inculpé d'acte de terrorisme. L'attaque a également entraîné un vaste élan de soutien et de solidarité envers les proches des victimes. Deux cognottes lancées sur des plateformes de financement participatif, notamment pour soutenir le petit Favez, avaient permis de récolter plus de deux millions de dollars canadiens (1,35 million d'euros) lundi soir.

## NICARAGUA

## Le gouvernement accuse les opposants arrêtés d'être à la solde des USA

Le gouvernement nicaraguayen a accusé lundi les quatre opposants et candidats potentiels à la présidentielle, arrêtés par les autorités, d'être des "usurpateurs" financés par les États-Unis pour renverser le président Daniel Ortega.

Ces opposants, arrêtés à cinq mois de l'élection présidentielle, ne "représentent pas la véritable opposition au Nicaragua", a estimé le gouvernement dans un texte intitulé "Nicaragua : pour la défense de la souveraineté et de l'Etat de droit".

"La seule chose en commun qu'a ce groupe d'usurpateurs est sa loyauté au gouvernement des États-Unis", a ajouté le gouvernement qui estime qu'"à travers leurs ONG respectives, ils ont reçu des millions de dollars de la coopération américaine pour renverser le gouvernement élu" du président Ortega.

Treize opposants au gouvernement ont été arrêtés depuis début juin.

Outre les quatre aspirants à la présidence du pays, des dissidents du parti au pouvoir, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), ainsi que des membres de la société civile et des entrepreneurs, sont également détenus. La journaliste Cristiana Chamorro, fille de l'ex-présidente Violeta Chamorro (1990-1996), a été la première opposante arrêtée.

## ETATS UNIS

## Le gouvernement dévoile son plan national contre le terrorisme intérieur

Le gouvernement américain a dévoilé mardi une "stratégie nationale" pour lutter contre le terrorisme intérieur, devenu l'une des priorités du président Joe Biden après plusieurs attentats racistes ces dernières années et l'assaut contre le Congrès en janvier.

Les extrémistes violents "sont une menace élevée pour le pays en 2021", a affirmé à des journalistes une haute responsable de l'administration sous couvert d'anonymat.

Les deux menaces les plus "mortelles", selon elle, sont les partisans du suprémacisme blanc et les membres de milices anti-gouvernement. Mais, a-t-elle souligné, ce plan est "idéologiquement neutre" et s'attaque à toutes les formes de terrorisme.

Ce plan est articulé sur quatre piliers, des grandes orientations plutôt que des mesures concrètes, avec des objectifs de "prévention, d'interruption et de dissuasion", tout en préservant les libertés individuelles.

L'administration Biden souhaite d'abord d'améliorer le partage d'informations au niveau fédéral et local sur les groupes ou militants extrémistes.

Le ministère de la Justice et la police fédérale ont ainsi mis en place un nouveau système national de signalement des affaires liées au terrorisme.

Le gouvernement veut également s'attaquer au recrutement des militants et aux appels à la violence en collaboration avec les grands groupes technologiques et les réseaux sociaux.

Les États-Unis ont annoncé en mai qu'ils ralliaient l'Appel de Christchurch, un mouvement international contre la diffusion en ligne de contenus extrémistes, que Donald Trump avait refusé de rejoindre.

Le gouvernement va également améliorer le système de poursuites contre les extrémistes en recrutant des analystes, des enquêteurs et des procureurs supplémentaires.

Il va également s'assurer que les forces de l'ordre ou l'armée n'emploient pas de militants extrémistes.

Le quatrième axe consiste en la lutte contre "les éléments contributeurs à long terme" au terrorisme que sont "les inégalités économiques, ceux qui se sentent laissés de côté par l'économie du 21<sup>e</sup> siècle, le racisme structurel et la prolifération des armes", a expliqué la haute responsable. Joe Biden avait promis dans son discours d'inauguration le 20 janvier que le pays allait "vaincre (...) l'extrémisme politique, le suprémacisme blanc et le terrorisme intérieur", après plusieurs attaques meurtrières motivées par le racisme ou l'antisémitisme ces dernières années.

En mars, le patron du FBI, Christopher Wray, avait indiqué devant le Congrès que le nombre d'enquêtes fédérales ouvertes pour "terrorisme intérieur" avait doublé, passant de 1.000 à 2.000 depuis son entrée en fonction en 2017.

Le pays a également été choqué par l'assaut meurtrier contre le Congrès par des partisans de Donald Trump. Près de 500 personnes ont été arrêtées pour leur rôle à des degrés divers, selon le FBI.

## ALGÉRIE - POLOGNE - LITTÉRATURE

**"Ode à l'Emir Abd el-Kader", un livre qui rappelle les liens historiques et culturels entre l'Algérie et la Pologne**

"Ode à l'Emir Abd el-Kader", un ouvrage inspiré d'un texte poétique élogieux écrit par le grand penseur polonais Cyprian Kamil Norwid à l'endroit de l'Emir Abdelkader pour avoir sauvé, au XIXe siècle à Damas, des milliers de chrétiens d'une mort certaine, a été récemment édité en célébration du bicentenaire de la naissance de ce poète, dans le cadre des échanges culturels algéro-polonais.

Paru aux éditions Dalimen, cet ouvrage de 77 pages préfacé par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, est tiré du texte poétique de Cyprian Kamil Norwid, intitulé "A l'Emir Abd el-Kader à Damas", dans lequel il sublime l'esprit universel et profondément humaniste du père de la Nation algérienne, qui s'était opposé en 1860 au pogrom des Druzes ciblant les chrétiens de Damas, qu'il avait alors accueillis dans son domaine et protégés.

Une thématique qui constitue une passerelle culturelle et historique entre l'Algérie et la Pologne, idéale pour la célébration du bicentenaire de la naissance du grand poète polonais, qui s'étalera durant toute l'année 2021.

Cet ouvrage met en exergue l'intelligence de deux êtres tolérants de grande valeur qui, sans jamais se rencontrer, ont entrete-

nus des échanges épistolaires par voie de presse interposée réussissant à transcender leur différences religieuses, civilisationnelles et culturelles pour permettre la rencontre de deux mondes monothéistes différents, et voir ainsi, leurs visions converger autour de l'homme et du droit à la vie. Cyprian Kamil Norwid instaure un dialogue inter-religieux, reconnaissant la loyauté et la bravoure de l'Emir Abdelkader, à travers une poésie à six strophes qui met en valeur une rencontre spirituelle intemporelle entre deux "symboles de l'universalisme", qui aide à mieux comprendre l'Islam, à travers les hommes qui l'ont servi.

L'ouvrage, aborde ensuite, le parcours de vie de l'homme de Lettres polonais, un visionnaire aux textes qualifiés par la critique de son époque, d'"inaccessibles", au style d'écriture "obscur et insondable", qui n'ar-

rivait pas à comprendre le poète car trop en avance sur son temps, ce qui lui avait valu la triste sentence de rester méconnu au XIXe siècle.

D'un autre côté, la vie de l'Emir Abdelkader (1808-1883) est également passée en revue, avec son côté "meneur d'hommes, stratège et redoutable guerrier", mais aussi et surtout son côté mystique, ex tatique, très proche de "la pensée initiatique d'Ibn Arabi", l'un des maîtres spirituels majeurs du soufisme contemporain, d'où il puisera ses valeurs transcendantes et sa vision universaliste.

Epris de tolérance et de valeurs universelles, les deux hommes se vouent une profonde admiration et un grand respect, restitués dans le texte poétique, "A l'Emir Abd el-Kader à Damas", rendu d'abord dans sa langue originale (le Polonais), puis traduit, vers l'Arabe, l'Anglais et le Français. Poète, écrivain, auteur dramatique, peintre et sculpteur, Cyprian Kamil Norwid, (1821-1883), penseur postromantique et précurseur du modernisme, était un humaniste convaincu qui a laissé une œuvre littéraire et poétique prolifique et importante, redécouverte par le mouvement moderniste polonais, dont il est devenu le Maître à penser. Initié et



soutenu par le ministère des Affaires étrangères de la République de Pologne, sous la direction de l'ambassade de Pologne à Alger, "Ode à l'Emir Abd el-Kader" vient faire écho à la Journée internationale du "Vivre ensemble en paix", adoptée, le 8 décembre 2017 par une résolution des Nations Unies, et sur proposition de l'Algérie, et célébrée le 16 mai de chaque année.

## FESTIVAL CULTUREL EUROPÉEN

**La 21<sup>e</sup> édition à partir du 24 juin à Alger**

Des représentations musicales animées par des artistes algériens revisiteront le patrimoine musical européen à l'occasion du 21<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie, prévu du 24 juin au 2 juillet à Alger, indiquent les organisateurs dans un communiqué.

Placée sous le thème "L'Algérie chante l'Europe", cette édition sera marquée par des représentations diversifiées alliant plusieurs genres comme le rai, le rock, folklore kabyle et la musique classique.

L'édition 2021 devra être animée par le groupe "Raina Rai" en plus l'Orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, dans la chanteuse de l'andalous Zakia Kara Terki. Pour les organisateurs, l'évènement se veut

être une "opportunité de promotion du dialogue, de la pluralité et de la diversité culturelles entre l'Algérie et les pays de l'Union européenne et un "soutien au monde artistique", sévèrement impacté par la pandémie de Covid-19.

Un protocole sanitaire a été mis en place afin d'assurer le respect des mesures de prévention, assurent encore les organisateurs qui précisent que "seule la moitié" des sièges seront occupés durant les concerts, interdits aux enfants de moins de 12 ans.

Le Festival culturel européen se tient depuis 2000 en Algérie, l'édition 2020 a été ajournée en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus.

## AÏN TÉMOUCHENT

**Coup d'envoi de la première édition des journées nationales du cinéma amateur**

Pas moins de 10 courts métrages sont en lice pour le prix "Syfax" du court métrage, dans sa première édition organisée dans le cadre des journées nationales du cinéma amateur dont le coup d'envoi a été donné lundi à la maison de culture Aïssa Mes-saoudi d'Aïn Temouchent.

Vingt-six (26) œuvres cinématographiques, dont 10 courts métrages, ont été retenus pour le prix "Syfax du court métrage",

a indiqué le directeur de la maison de culture, Mohamed Amine Mekaoui, en marge de cette manifestation culturelle, organisée en coordination avec l'établissement "El Boulay cinéma" de production cinématographique et l'association culturelle "Ecole des sept arts" d'El Amria.

Un jury composé de professeurs spécialisés dans le domaine du cinéma a été désigné afin de choisir les meilleures

œuvres qui participeront à cette compétition et pour annoncer les lauréats du titre du meilleur court métrage, ainsi que des prix du meilleur scénario, du meilleur rôle masculin et féminin, a-t-il dit.

Des ateliers de formation pour les amateurs du 7e Art sont aussi programmés tout au long des trois jours de cette manifestation, à travers laquelle les organisateurs entendent encourager les

jeunes talents et les inciter à entrer dans le monde de l'investissement dans le domaine de l'industrie cinématographique, auquel le ministère de tutelle accorde un intérêt particulier, a déclaré le même responsable. Cette manifestation culturelle regroupe 45 artistes, entre réalisateurs et acteurs. Le public témouchentois est au rendez-vous avec plusieurs représentations cinématographiques dé-

diées aux 10 courts métrages participant, en plus des films hors compétition. Des sorties seront également organisées au profit des réalisateurs et acteurs participants pour leur faire découvrir les sites archéologiques et touristiques de la wilaya d'Aïn Temouchent, qui pourraient être utilisées pour la réalisation d'œuvres cinématographiques, a ajouté la même source.

APS

## PUBLICITÉ

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

WILAYA D'ALGER

DIRECTION DU BUDGET DE LA COMPTABILITE ET DU PATRIMOINE

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BIRTOUTA

Numéro d'identification fiscale (NIF) 410002000016085

**Avis de prorogation de délai N° 09/2021****De l'Appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales N° 07/2021**

Conformément à l'article 66 du décret présidentiel N° 15-247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Circonscription Administrative de Birtouta informe l'ensemble des soumissionnaires ayant retiré le cahier des charges relatif à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 07/2021 relatif à :

- **Réalisation d'un vestiaire en R+1 + bureaux et réaménagement de terrain en matico au stade de Basket-ball à Ouled Chebel**

**Que le délai de préparation des offres a été prorogé de quinze (15) jours.**

De ce fait, la date de dépôt des offres aura lieu le 06/07/2021 au plus tard à 12H00.

L'ouverture des plis aura lieu au siège de la Circonscription Administrative de Birtouta le même jour à 13H00.

— Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant toute la durée du contrat



## INNOVATION - PRIX

## Deux étudiants en médecine d'Oran décrochent le prix du meilleur projet innovant à la semaine scientifique nationale

Deux jeunes étudiants de la Faculté de médecine de l'Université Oran 1, ont obtenu le premier prix dans la catégorie "meilleur projet innovant", pour leur projet intitulé "Smart santé", présenté lors de la semaine scientifique nationale, organisée en mai dernier par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a-t-on appris lundi de l'un des lauréats.

Le projet "Smart santé" consiste en la numérisation de l'ensemble du parcours des soins d'un patient à l'hôpital, à la clinique et à la pharmacie, entre autres, a précisé à l'APS, Khali Benyagoub Chems-Eddine.

Toutes les données médicales relatives au patient, en l'occurrence dossiers médicaux, hospitalisations, analyses médicales, médicaments et ordonnances, suivi médical entre autres, figureront dans une carte magnétique qui sera connectée aux différentes structures médicales concernées à travers un logiciel spécifique à installer dans ces structures sanitaires, a-t-il souligné.

Le patient pourra même prendre par le biais de cette carte des rendez-vous chez son médecin traitant à l'hôpital ou à la clinique, ou dans les laboratoires d'analyses médicales, comme il pourra aussi consulter la disponibilité des médicaments prescrits chez les pharmaciens, précise-t-on encore de même source.



Le projet, élaboré par Khali Benyagoub Chems Eddine et Hadjer Kherfane Mohamed, tous deux étudiants en 7ème année de Médecine, a retenu l'attention des membres du jury qui lui ont décerné le prix du "meilleur projet innovant".

Pour le moment, le projet est en phase de maturation, explique le jeune Khali Benyagoub Chems Eddine, "nous souhaitons une aide de la part des autorités pour concrétiser notre idée qui pourra être très bénéfique pour les patients et l'ensemble du secteur de la santé", a-t-on noté de même source.

Les deux étudiants ont déjà élaboré, avec deux de leurs camarades Briki-Sid Chakib et Boumeslout Abdessamed, étudiants en d'informatique à l'Université des sciences et de technologie (USTO), une application mobile "Espoir" pour faciliter aux malades de trouver aisément et rapidement leurs médicaments dans les différentes pharmacies. Cette application a été, récemment, labellisée par le ministère délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des start-up, rappelle-t-on.

## CHINE - ESPACE

## La station spatiale chinoise va accueillir son premier équipage

Des Chinois de retour dans l'espace: plus de quatre ans après sa dernière mission habitée, la Chine s'apprête à envoyer un premier équipage de trois astronautes vers sa station spatiale en construction.

Selon les dernières prévisions, c'est jeudi que le vaisseau Shenzhou-12, propulsé par une fusée Longue-Marche 2F, devrait décoller de la base de Jiuquan, dans le désert de Gobi (nord-ouest).

Son objectif: s'arrimer à Tianhe ("Harmonie céleste"), l'unique module de la station déjà dans l'espace.

Centre de contrôle et lieu de vie des astronautes, il a été placé fin avril en orbite terrestre basse (à 350-390 km d'altitude). Les trois astronautes resteront dans l'espace durant trois mois, une période record pour la Chine.

Sa précédente mission habitée fin 2016, Shenzhou-11, n'avait duré que 33 jours. "Le but des astronautes sera de faire en sorte que leur nouvelle maison dans l'espace soit équipée et prête à l'emploi", résume Jonathan McDowell, astronome au Centre Harvard-Smithsonian pour l'astrophysique, aux Etats-Unis.

"L'objectif de la mission est avant tout d'ordre pratique. Elle ne sera pas révolutionnaire dans son contenu." En trois mois, les astronautes ne chômeront pas: maintenance, installation de matériel, sorties dans l'espace, préparation des missions de construction à venir et des séjours des futurs équipages.

"Bref, beaucoup de tâches minutieuses et complexes", souligne Chen Lan, analyste du site GoTaikonauts.com.

Pour lui, Shenzhou-12 présente "de nombreux défis" pour un équipage qui "va devoir se familiariser très vite avec des équipements" nouveaux. "C'est une nouvelle station, le risque est donc qu'un

système majeur tombe en panne. Mais je pense que tout se passera bien", estime M. McDowell. Nommée en anglais CSS (pour "Chinese Space Station") et en chinois Tiangong ("Palais céleste"), la station, une fois terminée, sera semblable en taille à l'ex-station soviétique Mir (1986-2001). Sa durée de vie sera d'au moins 10 ans. La mission Shenzhou-12 constitue le troisième lancement sur les 11 qui seront nécessaires à la construction de la station entre 2021 et 2022. Quatre missions habitées sont prévues au total. En plus de Tianhe déjà en place, les deux modules restants (qui seront des laboratoires) devraient être envoyés dans l'espace l'an prochain.

Ces derniers permettront de mener des expériences en matière de biotechnologie, médecine, astronomie ou technologies spatiales.

Le géant asiatique investit depuis plusieurs décennies des milliards d'euros pour rattraper les autres puissances spatiales. La Chine est devenue en mai le deuxième pays au monde, après les Etats-Unis, à faire évoluer sur Mars un petit robot -- baptisé "Zhurong". Cette astromobile a déjà envoyé plusieurs clichés de la planète rouge, dont un étonnant "selfie" la semaine dernière. Au rayon des autres réalisations, la Chine a posé début 2019 un engin sur la face cachée de la Lune -- une première mondiale. L'an passé, elle avait rapporté des échantillons lunaires et finalisé Beidou, son système de navigation par satellite (concurrent du GPS américain). A un horizon plus lointain, Pékin prévoit d'envoyer des humains sur la Lune (vers 2030) et d'y construire une base avec la Russie.

APS

## PUBLICITÉ

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger  
C/ A de sldi m'hamed  
Commune El-Madania  
N° FISCAL 160306202511  
N° ...../...../.....

### 02 EME AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES

La présidente de l'assemblée populaire de la commune d'El-Madania, relance un 02eme avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales après infructuosité relatif au projet :

- Travaux d'aménagement (Djenane Lakhdar) •

Les entreprises ayant :

#### 1/ Capacité professionnelle :

Un certificat de qualification et classification professionnelle de catégorie 03 et plus, activité principale ou secondaire « travaux publics » en cours de validité.

#### 2/ Capacité financière :

Un chiffre d'affaire minimum moyen des années (2017 - 2018 et 2019) de Vingt Deux Millions de dinars (22.000.000,00DA).

#### 3/ Capacité technique :

##### •Moyen humain :

Un chef de projet Ingénieur ou master en Génie Civil, ayant une expérience professionnelle ≥ 03ans.

##### •Moyen matériel :

1Rétro-chargeur.

##### •Référence professionnelle :

•Réalisé au minimum 01 projet similaire (Aménagement d'une aire de détente et de loisir), ou de même importance (toute réalisation d'un projet d'aménagement d'un jardin public, placette publique, aménagement dans le cadre de l'amélioration urbaine), durant les 10dernières années, stipulé clairement dans l'attestation de bonne exécution. Peuvent retirer le cahier des charges auprès du Bureau des Marchés de la commune d'El-Madania contre le paiement d'une somme de (5.000,00 DA), pour chaque cahier des charges non remboursables

•Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires suivantes et ce conformément à l'article 10 du cahier des charges

#### 1-Le dossier de candidature contient :

-La déclaration de candidature dûment remplie, datée cachetée et signée

-La déclaration de probité dûment remplie, datée cachetée et signée

- statuts pour les sociétés

-Certificat de qualification et de classification professionnelle au vigueur

-Les bilans financiers des trois (03) années 2017-2018 -2019 (pages ou est mentionné le chiffre d'affaire ou série C20 -2017-2018-2019), pour les entreprise qui ont choisis L'IFU

-Attestation de solvabilité.

-Liste des moyens humains à mettre dans le cadre du présent projet (avec justifications de diplômes d'étude, pour les ouvriers spécialisés, diplôme de formation professionnelle et Attestation nominative CNAS en cour de validité (pour les assurances)

#### N.B: Déclaration CNAS non prise en compte

-Liste des moyens matériels à mettre dans le cadre du présent projet (avec copies de cartes Grises, assurances et factures d'achat) ou contrat de location

-Les références professionnelles (attestations de bonne exécution)

#### NB: les PV de réception non pris en compte

-Registre de commerce

#### 2-L'offre technique contient:

•Une déclaration à souscrire dûment remplie, datée cachetée et signée

•Un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des disposition de l'article 78 du décret présidentiel15-247 du16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public répondant aux point suivants:

-la méthodologie d'exécution, il s'agit de décrire la phase avec la fourniture d'un planning respectant les délais d'exécution.

Le délai d'exécution

- Les moyens humains affectés au chantier l'organigramme de l'équipe, le nombre de personnes affectées avec leurs qualification, expériences, profils ,CV

-Les moyens matériels affectés au projet

-Produits proposés pour le chantier

-Contraintes d'exécution et solution proposées

-Dispositions arrêtées par l'entreprise pour le contrôle interne de la qualité

NB: Le mémoire technique non inclus dans l'offre implique l'élimination de l'offre

➤ Le cahier des charges rempli paraphé cacheté daté et signé par le soumissionnaire, portant à la dernière page, la mention manuscrite <LU et Accepté >

#### 3-L'offre financière contient:

-La lettre de soumission dûment remplie signée cachetée et datée par le soumissionnaire

-Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment remplie signé cacheté et daté par le soumissionnaire

-Le détail quantitatif et estimatif (DQE) dûment remplie signé cacheté et daté par le soumissionnaire

•Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention "dossier de candidature" "offre technique" et "offre financière", selon le cas , ces enveloppes sont mise dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

"A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Appel d'offres N°:03.16.1 | 2021

#### Travaux d'aménagement (Djenane Lakhdar)

-Les offres doivent être adressées à Madame la Présidente de l'APC Bureau d'Ordre, 5ème étage, place El-Fidae de 08H à 12H00mn

- le jour et l'heure limite du dépôt des offres est fixé à 08 jours à compter de la première apparition du présent avis dans la presse nationale ou Bomop.

-Si le jour du dépôt des offres (dernier jour de présentation des offres) coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres prorogée au jour ouvrable suivant

-Les soumissionnaires demeureront engagés par leur offre pendant 98 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

-Les soumissionnaires ou leurs représentants sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis des offres techniques et financières à 13H00 mn

NB: Les soumissions présentées de manière irrégulière seront rejetées





## COMITÉ OLYMPIQUE ET SPORTIF ALGÉRIEN Barbari nouveau SG

Le président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), Kheïreddine Barbari, a été installé lundi au poste de secrétaire général du Comité olympique et sportif algérien (COA), en remplacement de Rabah Bouarifi, a annoncé l'instance olympique.

La nomination de Barbari en tant que nouveau SG intervient moins d'une semaine après la réélection d'Abderrahmane Hammad à la tête du COA, pour le mandat 2021-2024, lors de l'assemblée générale électorale. Hammad, médaillé de bronze aux Jeux Olympiques de Sydney-2000 au saut en hauteur, a récolté 105 voix contre 48 pour son concurrent et

président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Mohamed-Hakim Boughadou. Pour rappel, Kheïreddine Barbari, seul candidat, a été réélu à la tête de la FAC en février dernier pour le mandat olympique 2021-2024. Il avait été élu pour la première fois en avril 2019 après la démission de l'ancien président Mabrouk Kerboua.



### 1<sup>re</sup> réunion du bureau exécutif le 24 juin à Alger

Le bureau exécutif du Comité olympique et sportif algérien (COA) tiendra sa première réunion le jeudi 24 juin au siège de l'instance olympique à Alger, sous la présidence d'Abderrahmane Hammad, réélu la semaine dernière pour le mandat olympique 2021-2024, a appris mardi l'APS du secrétaire général du COA, Kheïreddine Barbari. Cette réunion sera consacrée à la répartition des tâches et missions entre les différents membres du bureau exécutif, a précisé la même source. Le président sortant du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad, avait été réélu le 8 juin dernier à la tête du COA, en récoltant 105 voix contre 48 pour son concurrent et président de la Fédération algérienne de natation, Mohamed-Hakim Boughadou.

### TENNIS - ALGÉRIE Des circuits régionaux pour la reprise officielle des compétitions fédérales

La Fédération algérienne de tennis (FAT) relancera officiellement ses compétitions fédérales mardi, par des circuits régionaux pour les jeunes catégories. Deux circuits sont programmés du 15 au 19 juin et auront lieu respectivement au Tennis club de Bachdjarah (Alger) et au Tennis club de Mansourah (Tlemcen).

Selon l'instance fédérale, ces rendez-vous concernent les U8, U10 et U12 (garçons et filles). Pour rappel, le calendrier fédéral était à l'arrêt depuis plus d'un an à cause de la pandémie de coronavirus qui a impacté les activités sportives et autres.

### TENNIS - COUPE BILLIE JEAN KING L'Algérie versée dans la poule E

L'équipe nationale féminine de tennis (seniors) a hérité de la poule E de la Coupe Billie Jean King (ex-Fed Cup), groupe 3 de la zone Europe-Afrique, qui débute mardi à Vilnius (Lituanie). Outre l'Algérie, la poule E est composée aussi de Malte, du Kenya et du Zimbabwe.

A Vilnius, les couleurs algériennes seront défendues par Ines Ibbou, Lynda Benkaddour, Yasmine Boudjadi et Ines Bekrar, tandis qu'Abdelwakil Keciba assurera le capitanat d'équipe.

Le programme détaillé des rencontres sera dévoilé dans les prochaines heures, selon les organisateurs. Outre l'Algérie, 20 autres nations prendront part à ce rendez-vous, à savoir la Lituanie (pays hôte), l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, Chypre, le Ghana, l'Islande, l'Irlande, le Kenya, le Kosovo, Malte, le Monténégro, la Namibie, la Nigeria, la Macédoine du Nord, la Norvège, le Rwanda, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

En revanche, sept nations se sont retirées de la compétition. Il s'agit du Botswana, du Congo, du Gabon, de Madagascar, de la Mauritanie, du Maroc et de l'Ouganda. La Coupe Billie Jean King, appelée Coupe de la Fédération jusqu'en 1994, puis Fed Cup jusqu'en septembre 2020, est un tournoi mondial de tennis féminin disputé par des équipes nationales. Il est considéré comme l'équivalent de la Coupe Davis chez les messieurs.

#### Composition des poules :

Poule A : Norvège, Macédoine du Nord, Albanie.

Poule B : Chypre, Bosnie-Herzégovine, Rwanda.

Poule C : Lituanie, Kosovo, Nigeria.

Poule D : Irlande, Arménie, Ghana, Islande.

Poule E : Malte, Algérie, Kenya, Zimbabwe.  
Poule F : Afrique du Sud, Monténégro, Namibie, Azerbaïdjan.

### HAND-CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS Report de la visite du président de l'Union arabe à Oran

Le président de l'Union arabe de handball (UAH) Ben Abdel Aziz Al Maniaa, qui était attendu mardi à Oran pour inspecter les infrastructures sportives et hôtelières concernées par le championnat arabe des clubs champions (hommes et dames) qu'organiserait l'ES Arzew en octobre prochain, a finalement reporté son déplacement pour "indisponibilité de vols".

La direction de l'ESA a fait savoir lundi

à l'APS que le président de l'UAH, qui devait être accompagné par le secrétaire général de son instance, Abdellah Ben Abdelaziz Aliane, devait rallier Alger lundi via Doha, sauf qu'il n'a pu se rendre dans la capitale qatarie pour "indisponibilité de vol".

Du coup, les deux hommes ont décidé de reporter leur voyage avec la possibilité de confier au président de la Fédération algérienne de handball, Habib Labane, qui

est aussi membre du bureau exécutif de l'UAH, de parapher le contrat confiant au club algérien l'organisation de l'événement arabe, a précisé la même source.

Cette 36<sup>e</sup> édition du championnat arabe "Fayçal Ben Fahd" s'inscrit aussi dans le cadre "des événements tests" programmés en préambule de la 19<sup>e</sup> édition des Jeux méditerranéens prévus à Oran lors de l'été 2022, rappelle-t-on.

### HAND - EXCELLENCE (MESSIEURS) La compétition de retour 15 mois plus tard

Le championnat d'Algérie Excellence de handball (messieurs) reprendra ses droits mardi avec le déroulement du premier tournoi des play-offs, prévu à la Coupole de l'Office du complexe olympique (OCO) à Alger, 15 mois après la suspension de la compétition en raison de la pandémie de Covid-19. Les salles, en l'absence de public, huis clos oblige, vont de nouveau vibrer au rythme du handball, deuxième sport collectif à reprendre après le football, dont la saison 2020-2021 avait débuté en novembre dernier. Après plus d'une année d'inactivité, la reprise sera certainement difficile pour les clubs algériens, dont les joueurs avaient du mal à gérer d'abord la période de confinement, suivie par le travail en solo, avant la reprise des entraînements collectifs, suite au feu vert donné

par les autorités pour la réouverture des salles. Pour ce premier tournoi des play-offs, les différents clubs vont tenter de se positionner dans la course pour le titre et essayer de succéder au CR Bordj Bou Arreridj, vainqueur de la précédente édition. Toutefois, la reprise ne sera pas sous de bons auspices, puisque la majorité des clubs font face à des problèmes d'ordre financier, poussant certains, à l'image de la JS Saoura et du CRBBA, à se retirer de la compétition, avant de revenir sur leur décision.

Le dernier en date n'est autre que le GS Pétroliers, qui a annoncé lundi son forfait, soit à la veille de la reprise du championnat. Une décision aussi surprenante soit-elle pour un club considéré comme la locomotive du handball algérien.

En butte à une crise finan-

cière, le GSP pourrait ainsi être le grand absent de ce premier tournoi des play-offs, à moins d'un revirement de situation de dernière minute.

La FAHB avait décidé de poursuivre la saison 2019-2020, après le feu vert du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour la reprise de la compétition.

La Division Excellence (messieurs) avait été suspendue au terme de la 13<sup>e</sup> journée, disputée le 13 mars 2020. Dans le groupe A, le MM Batna et le CR Bordj Bou Arreridj caracolent ensemble en tête du classement, alors que le GS Pétroliers et la JSE Skikda dominaient le groupe B. Pour rappel, le deuxième tournoi se jouera les 25 et 26 juin à Alger, alors que le troisième et dernier tournoi est fixé aux 3, 4 et 5 juillet, tous les jours à Alger.

#### Le programme

Mardi 15 juin :

1<sup>re</sup> journée :  
OM Arzew - CRBB Argeridj (14h00)  
JS Saoura - JSE Skikda (16h00)  
MM Batna - CRB Mila (18h00)  
ES Aïn Touta - GS Pétroliers (20h00)

Mercredi 16 juin :

2<sup>e</sup> journée :  
CRBB Argeridj - JS Saoura (14h00)  
CRB Mila - OM Arzew (16h00)  
JSE Skikda - ES Aïn Touta (18h00)  
GS Pétroliers - MM Batna (20h00).

### Le GS Pétroliers déclare forfait pour les play-offs (Belhocine)

Le GS Pétroliers, pensionnaire du championnat d'Excellence de handball (messieurs), en butte à des problèmes d'ordre financier, a annoncé lundi son forfait pour les tournois play-offs, prévus à partir du mardi 15 juin, a appris l'APS auprès du club algérois.

"On fait face à une crise financière sans précédent depuis plusieurs mois déjà. Cette situation nous a poussés, avec un pincement au coeur, de déclarer forfait pour les play-offs, car on ne peut pas assurer les frais relatifs au protocole financier", a indiqué à l'APS le président du GSP Djaâfar Belhocine. Une surprenante décision que vient de prendre le GSP, considéré comme la locomotive du handball algérien, et dont la composante de l'effectif représente le noyau de l'équipe nationale, estiment les observateurs. "A l'heure où je parle, nous n'avons encore rien reçu, alors que le début du premier tournoi est prévu

pour ce mardi. Si d'ici-là, la situation viendrait à se débloquer, nous sommes prêts à revenir sur notre décision, sinon on sera contraints de renoncer à disputer le reste de la compétition", a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : "La Sonatrach (propriétaire du club, ndlr) n'a débloqué aucun centime jusque-là. J'espère qu'elle fera preuve de responsabilité pour éviter le forfait", a-t-il conclu.

Le GSP est le deuxième club de la division d'Excellence à annoncer son retrait, après le CR Bordj Bou Arreridj. Le club des hauts-plateaux a annoncé mercredi dernier, son forfait des tournois play-offs pour les mêmes raisons.

Dans une lettre de désistement adressée à la Fédération algérienne de la discipline (FAHB) et publiée sur les réseaux sociaux, la direction du CRBBA a indiqué que ce retrait est dû à "des problèmes financiers et l'accumulation de dettes", soulignant que "l'équipe s'était préparée

normalement pour la reprise de la compétition, mais le club est dans l'incapacité de prendre en charge les frais d'hébergement de restauration et de transport (HTR) pour les trois tournois play-offs". La Fédération algérienne de handball a fixé les dates des trois tournois play-offs du Championnat d'Excellence messieurs pour l'attribution du titre de champion d'Algérie de la saison 2019-2020, prévus respectivement les 15-16 juin, 25-26 juin et 3-5 juillet. La FAHB avait décidé de poursuivre la saison 2019-2020, après le feu vert du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour la reprise de la compétition. La Division Excellence (messieurs) avait été suspendue au terme de la 13<sup>e</sup> journée, disputée le 13 mars 2020. Dans le groupe A, le MM Batna et le CR Bordj Bou Arreridj caracolent ensemble en tête du classement, alors que le GS Pétroliers et la JSE Skikda dominaient le groupe B.

## SÉLECTION ALGÉRIENNE A' Bougherra : "Les joueurs locaux ont ressenti le lien avec l'équipe A"

Le sélectionneur de l'équipe algérienne A' de football, composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra, a indiqué que ces derniers savaient qu'ils ont un lien avec la sélection première, soulignant que les deux équipes ne font qu'une.



"Les joueurs ont ressenti le lien entre les A et les A'.

Les deux sélections ne forment qu'une seule et même équipe.

Nous avons la chance d'avoir le staff des A, d'avoir Djamel Belmadi qui observe les entraînements et est très attentif au comportement de l'équipe.

Les joueurs ressentent qu'ils sont dans le même projet que l'équipe A", a indiqué Bougherra dans un entretien accordé au site de la Fédération algérienne (FAF).

Une année après sa désignation à la tête de la sélection A', Madjid Bougherra a fait ses grands débuts, à l'occasion du premier stage, entamé dimanche et qui s'étalera jusqu'au 17 juin, ponctué par un test amical jeudi face au Liberia A, au nouveau stade d'Oran (20h45).

"Cela fait bien longtemps que j'attendais ce premier stage. Ça a été une année compliquée avec la Covid-19, un championnat d'Algérie qui dé-

## Installation de la commission de football amateur à la FAF

Le président de la Ligue de football de la wilaya de Chlef, Touil Djilali, a été désigné à la tête de la commission de football amateur à la Fédération algérienne de football (FAF), a indiqué lundi cette dernière.

Agé de 48 ans, Touil Djilali est titulaire d'un magister en langue française.

Outre le président, la commission de football amateur installée lundi, lors de la réunion du bureau fédéral de la FAF, est composée de quatre membres dont un vice-président, en l'occurrence Ali Malek, l'actuel président de la Ligue nationale de football amateur.

Les trois autres membres sont Baameur Ali (président de la Ligue de Ouargla), Boulefaat Noureddine (président de la Ligue régionale d'Alger) et Khoubou Ahmed (Bordj Bou Arréridj).

bute en novembre, des matches tous les trois jours sans même compter les compétitions africaines.

Par conséquent, je laisse le temps aux joueurs de bien se préparer, de prendre le rythme sans les perturber.

Nous avons réussi à faire ce premier stage en dépit du fait que la saison ne soit toujours pas terminée, elle qui pourrait s'achever en août", a-t-il ajouté.

Interrogé sur les critères de sélection ayant débouché sur la convocation de 23 joueurs pour ce premier stage, l'ancien capitaine des "Verts" a estimé qu'il avait pris tout son temps, soulignant que le groupe est "un mix de joueurs d'expérience et de beaucoup de jeunes".

"J'ai eu plus de 8 mois pour observer les joueurs, donc j'ai pris mon temps.

Pour certains, quelques dérogations ont été accordées.

J'ai ainsi donné l'opportunité aux joueurs de la JS Kabylie de se consacrer à leur demi-finale de Coupe de la Confédération.

Je pars sur un projet, le CHAN-2023, tout en pensant aussi à la Coupe arabe.

Cette sélection est ainsi un mix de joueurs d'expérience qui font une très belle saison comme Amir Sayoud, et de beaucoup de jeunes.

Je suis content de voir des joueurs dont l'âge est compris entre 18 et 23 ans être titulaires en Ligue 1.

Il ne faut pas non plus se mentir : les A' sont la réserve de l'équipe nationale A, et nous sommes sur un projet à court, moyen ou long terme avec eux", a expliqué Bougherra.

Et d'enchaîner : "L'objectif de ce stage est réellement de confirmer mes observations mais aussi de mettre mes joueurs dans un contexte de haute exigence de notre part.

Nous allons évoluer au niveau international et, à travers les exigences que nous leur fixons, nous allons pouvoir voir comment les joueurs réagissent. Ces détails sont importants pour moi mais aussi, et surtout, pour eux. C'est le meilleur moyen pour eux de passer un palier".

### "Nous devons gagner face au Liberia"

Alors qu'ils devaient affronter le Burundi, les coéquipiers de Mouad Haddad (MC Alger) croiseront le fer finalement avec la sélection première du Liberia, qui était en stage en Tunisie. Bougherra a relevé l'importance de s'imposer dans cette première rencontre sous sa coupe, au tout nouveau stade d'Oran.

"Les images du stade d'Oran montrent que c'est désormais un stade magnifique, avec une pelouse exceptionnelle. C'est magnifique pour nous, bien sûr.

Je sais pour quelle raison le stade a été construit et j'espère que nous allons réussir les Jeux méditerranéens.

A l'avenir, nous pouvons et nous devons espérer recevoir beaucoup de compétitions comme la CAN ou mieux encore.

En tout cas, de notre côté, nous devons gagner ce match, et nous serons à la hauteur".

Concernant l'adversaire du jour, Bougherra a relevé la dif-

ficulté rencontrée pour trouver un sparring-partner, d'autant que la date du match est en dehors du calendrier de la Fédération internationale (Fifa).

"Il était difficile de trouver un adversaire dans le contexte actuel, en dehors des dates Fifa.

Nous avions finalisé avec le Burundi mais en raison de problèmes logistiques, la rencontre a été annulée.

Nous étions à Tunis et le promoteur nous a proposé le Liberia, une équipe A qui était déjà sur place.

C'est, dans un premier lieu, moins coûteux que de ramener une équipe de l'étranger.

De plus, c'est une bonne équipe, qui a déjà croisé l'Egypte, que nous allons affronter en Coupe arabe.

Le fait d'affronter une A, de jouer à Oran, d'avoir l'opportunité de faire l'inauguration du stade, c'est magnifique, même pour les joueurs.

Ils sont donc très motivés".

Pour Bougherra, ce match va lui permettre de jauger les qualités de ses joueurs, notamment sur un plan purement tactique.

"Je regarde ce qu'apporte un joueur à son poste, quel que soit son gabarit.

Nous ne sommes pas comparables à certaines équipes d'Afrique en termes de gabarit, certes, mais nos profils sont très intéressants dans tout ce qui peut être possession de balle, pressing...

Pour les coups de pied arrêtés, ce n'est certes pas une plus-value mais non, le gabarit n'est pas un critère", a-t-il conclu.

Le départ pour la ville d'Oran est prévu mercredi dans la matinée, avec la programmation d'une séance d'entraînement à 18h30 sur la pelouse du nouveau stade d'Oran.

Pour rappel, ce premier regroupement des joueurs locaux s'inscrit dans le cadre de la préparation de la sélection nationale en prévision de la Coupe arabe des nations de la Fifa Qatar-2021, prévue du 30 novembre au 18 décembre prochains.

L'Algérie évoluera dans le groupe D avec l'Egypte et les vainqueurs des matchs : Liban-Djibouti et Libye-Soudan.

## COUPE DE CONFÉDÉRATION (1/2 FINALE - ALLER)

### La Fécafoot confirme le déroulement de Coton Sport-JSK à Yaoundé

La fédération camerounaise de football (Fécafoot), a confirmé le déroulement de la demi-finale (aller) de la Coupe de la Confédération de football entre les Camerounais de Coton Sport et la JS Kabylie, dimanche 20 juin au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé (17h00), et non pas à Garoua.

"La Confédération africaine (CAF) n'a pas accordé une suite favorable à la nouvelle demande de programmation de cette rencontre au stade de Roumdé Adja de Garoua, formulée par la Fécafoot, malgré l'engagement pris par le Gouvernement et l'implication du ministère des sports pour la mise à disposition du système de la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage, ndr) dans ce stade tel que requis", a indiqué l'instance camerounaise dans un communiqué publié lundi soir sur sa page officielle Facebook.

La JSK s'est qualifiée pour le dernier carré, en éliminant les Tunisiens du CS Sfaxien en demi-finale (aller : 1-0, retour : 1-1).

De son côté, Coton Sport a passé l'écueil des Sénégalais de Jaraaf (aller : 1-0, retour : 1-2).

"Les changements de lieu de match se faisant d'accord partie entre les deux équipes en compétition, la CAF s'est retrouvée dans l'obligation de respecter le refus de la JS Kabylie d'aller disputer cette rencontre à Garoua après les premiers changements intervenus", a ajouté la Fécafoot.

Enfin, la fédération camerounaise a tenu à apporter son soutien à Coton Sport "pour que la mobilisation de notre pays soit des plus puissantes et efficaces à l'occasion de cette demi-finale, qu'un club camerounais n'avait plus atteint depuis plusieurs années".

La demi-finale (retour) entre le représentant algérien et son homologue camerounais aura lieu dimanche 27 juin, au stade olympique du 5-Juillet d'Alger, à partir de 20h00.

## FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL

### Benhamza désigné à la tête de la commission de football professionnel

Le vice-président de la Fédération algérienne de football (FAF), Yacine Benhamza, a été désigné à la tête de la commission de football professionnel, a annoncé lundi l'instance fédérale sur son site officiel.

L'installation de cette nouvelle commission a été effectuée au cours de la réunion du Bureau fédéral, tenue au siège de la FAF à Dely Brahim (Alger), sous la présidence d'Amara Charaf-Ed-

dine, patron de l'instance. L'ancien international algérien Hakim Meddane, également membre du BF, a été désigné en tant que vice-président de cette commission, composée de trois membres : Abdelhakim Serrar, Mohamed Noureddine El-Morro et Mourad Boussafer, précise la même source. L'installation de la commission de football professionnel intervient cinq jours après la création de la commis-

sion mixte chargée de l'évaluation et de la réforme du football professionnel, mercredi dernier.

Le président de la FAF, Amara Charaf-Eddine a souligné, au cours de la cérémonie d'installation tenue au siège du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), que cette commission d'évaluation "se chargera de faire des propositions visant à corriger les erreurs enregistrées jusque-là, afin de mettre en place un

professionnalisme capable de donner des clubs forts et un niveau international". La commission mixte MJS-FAF chargée de l'évaluation et de la réforme du football professionnel est présidée par Mohamed Mecherara, conseiller du président de la FAF et ex-président de la Ligue professionnelle de football, du temps de l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua.

## SÉLECTION ALGÉRIENNE A' Testés positifs au Covid-19, Moussaoui et Mouali quittent le stage (FAF)

Le gardien de but Toufik Moussaoui (CR Belouizdad) et le défenseur Hamza Mouali (Paradou AC), testés positifs au Covid-19, ont été libérés par le staff technique de la sélection algérienne (A'), a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) mardi.

"Deux joueurs de la sélection algérienne (A') ont été testés positifs au Covid-19. Il s'agit du gardien de but Toufik Moussaoui et le défenseur Hamza Mouali. Les deux internationaux ont été libérés pour débiter les soins", indique le communiqué de la FAF publié mardi. La sélection algérienne (A') se trouve actuellement en stage au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en prévision du match amical jeudi

face au Liberia A, au nouveau stade d'Oran (20h45).

Pour rappel, ce premier regroupement des joueurs locaux s'inscrit dans le cadre de la préparation de la sélection nationale en prévision de la Coupe arabe des nations de la FIFA Qatar-2021 qui aura lieu du 30 novembre au 18 décembre prochains. L'Algérie évoluera dans le groupe D avec l'Egypte et les vainqueurs des matchs : Liban-Djibouti et Libye-Soudan. Le tour-



noi sera disputé en deux étapes avec une compétition préliminaire qui concernera quatorze équipes les moins bien classées sous la forme de sept matchs sim-

ples à éliminatoire directe, puis une compétition finale se déroulant sous forme d'une phase de groupes, suivie de quarts de finale, demi-finales et finale.

## COUPE ARABE (U20) PRÉPARATION L'équipe nationale s'incline face à la réserve de l'USM Alger (1-3)

L'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20) s'est inclinée face à l'équipe réserve de l'USM Alger (1-3), en match amical disputé lundi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en vue de la Coupe arabe de la catégorie, prévue du 20 juin au 6 juillet en Egypte, a indiqué le club algérois sur sa page officielle Facebook.

Les buts de l'USMA ont été l'œuvre de Louanchi, Attia, et Serradj (s.p), alors que l'unique réalisation de la sélection nationale a été inscrite par Amine Saïd (s.p).

Il s'agit de la deuxième défaite de suite concédée par les U20 après celle face à la JS Kabylie (2-1), mercredi dernier au CTN de Sidi Moussa.

Il s'agit du dernier stage pour les joueurs du sélectionneur national Mohamed Lacete, après trois organisés auparavant, dont celui effectué du 21 au 25 mai à Sidi Moussa, en présence de 37 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger.

Durant la Coupe arabe des nations, l'Algérie évoluera dans le groupe A, en compagnie de l'Egypte, du Niger et de la Mauritanie.

Les Algériens entameront le tournoi le 20 juin face à la Mauritanie. Le match d'ouverture de la compétition, qui regroupe 16 équipes scindées en quatre groupes de quatre, opposera l'Egypte au Niger, invité, le 20 juin.

Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour le second tour du tournoi. La précédente édition de la Coupe arabe des nations des U20, disputée en Arabie saoudite, avait été remportée par le Sénégal.

APS

## CHAMPIONNAT INTER-LIGUES

### La "finale" du groupe Ouest au stade Ahmed-Zabana d'Oran

Le stade "chahid Ahmed-Zabana" d'Oran a retenu pour abriter le match barrage qui tranchera sur le club devant accéder en Ligue deux de football du Groupe Ouest du championnat inter-ligues, a indiqué mardi l'instance chargée de la gestion de ce championnat.

Le match en question mettra aux prises le 28 juin en cours le WA Mostaganem et le GC Mascara, les deux équipes ayant dominé leurs poules respectives A et B.

Dans un championnat qui s'étale

exceptionnellement cette saison sur 14 journées, pandémie du Covid-19 oblige, le WAM, entraîné par Salem Laoufi, a réussi un parcours presque sans faute en imposant sa supériorité à tous ses adversaires de sa poule A.

A une journée de la fin du championnat, le "Widad" caracole en tête de classement avec 28 points devant neuf unités ses deux poursuivants immédiats, la JS Emir Abdelkader et l'ES Mostaganem.

Pour sa part, le GCM a réussi à revenir de loin dans la poule B après

un départ assez compliqué. Sous la houlette de l'ancien joueur du MC Alger et de l'USM Alger, Abdelkader Besseghir, qui est à sa première expérience comme entraîneur d'un équipe seniors, le "Ghali" a validé son billet pour le match barrage avant trois journées de la fin du championnat.

Les gars de la ville de l'Emir Abdelkader sont premiers de leur poule avec 30 points devant de six unités le dauphin, le FCB Telagh à une journée du baisser de niveau de l'épreuve.

## PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE DE TIARET  
NIF : 09991404224207

### Avis d'attribution provisoire des contrats

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'office de promotion et de gestion immobilière de Tiaret, adresse : Rue Tahri Bouabdellah, Wilaya : Tiaret informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis de Concours Restreint N°01/DG/OPGI/DMO/2021, paru dans les

quotidiens «المساعي» et «DK NEWS» le 31/01/21, se rapportant à l'étude et suivi pour la réalisation des 900/1000 logements Promotionnels Aïdés y compris VRD, promotion libre, locaux commerciaux à travers la wilaya de Tiaret - Programme 2018, les contrats ont été attribués provisoirement au Bureaux d'études suivants :

BET	NIF	Note/Tech	Note prestation	Note Financière	Note Total	Montant de la Soumission	Montant Corrigé	Délai	Éléments ayant permis le choix
<b>Lot N°01 : 170 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à Zaaroura -Tiaret</b>									
ARCHI SOLUTION gérant SENOUCI Nasreddine	185140100473184	56,00	65,88	20,00	141,88	29 663 500,70	29 633 500,70	24 Mois	A obtenu la note maximale
<b>Lot N°02 : 120 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à FRENDA</b>									
ACTE gérant GAHLOUZ Abderrahmane	186142702446198	70,00	67,43	20,00	157,43	22 474 492,03	21 669 986,11	18 Mois	A obtenu la note maximale
<b>Lot N°03 : 100 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à Abdia -Tiaret</b>									
DAUS gérant ABDELMOUMEN Youcef	169180100975142	51,00	64,25	15,80	131,05	22 768 902,75	24 774 840,75	18 Mois	Note maximale Après élimination du BET classé en 1er position
<b>Lot N°04 : 100 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à Dahmouni - Coté du Marché</b>									
ACTION gérant ISSAD Abdelatif	176141600005108	68,00	64,50	15,62	148,12	21 724 167,62	23 059 093,71	18 Mois	Note maximale Après élimination du BET classé en 1er position
<b>Lot N°05 : 100 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à MAHDIA</b>									
SET ART gérant CHAKOUR Hocine	174141600497116	68,00	63,63	19,16	150,79	18 110 085,08	18 800 085,08	12 Mois	A obtenu la note maximale
<b>Lot N°06 : 80 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à Louze 01 Sougueur</b>									
ABSOLOU gérant BOUZIANE Sofiane	183140102408175	64,00	62,71	19,76	146,47	18 444 157,78	18 444 157,78	24 Mois	A obtenu la note maximale
<b>Lot N°07 : 50 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à Sonatiba -Tiaret</b>									
BENAMARA Fethi	198314010417637	56,09	63,50	17,03	136,53	13 378 406,51	13 378 406,51	24 Mois	Note maximale Après élimination du BET classé en 1er et 2eme position
<b>Lot N°08 : 50 logts promotionnels Aïdés compris VRD à Titanic -Tiaret</b>									
URBATIA Gérant BOUZIANI Abdelkader	099914042218827	68,00	60,00	16,39	144,39	13 553 345,51	13 698 078,83	24 Mois	A obtenu la note maximale
<b>Lot N°09 : 50 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à Louze 01 Sougueur</b>									
ARC gérant AMIEUR TAHA	176140100793180	58,00	65,14	16,36	139,50	15 398 549,49	15 398 549,49	16 Mois	A obtenu la note maximale
<b>Lot N°10 : 50 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à Louze 02 Sougueur</b>									
BAKHTYL Yacine	188141700003104	63,00	53,00	19,63	135,63	12 171 700,69	12 171 700,69	16 Mois	Note maximale Après élimination du BET classé en 1er et 2eme et 3eme position
<b>Lot N°11 : 30 logts Promotionnels Aïdés y compris VRD à Dahmouni -RN 14 -</b>									
<b>Déclaré infructueux</b>									

- Les autres soumissionnaires sont invités s'ils le souhaitent, à se rapprocher des services de l'office de Promotion et Gestion Immobilière de Tiaret, - adresse : Rue Tahri Bouabdellah, Wilaya : Tiaret dans un délai de trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, pour prendre connaissance des résultats détaillés de

l'évaluation de leurs offres techniques Financières.

- Les soumissionnaires qui contestent cette attribution peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés compétente dans les dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans Le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

**DAVID LUIZ A 4 PISTES**

David Luiz n'intéresserait pas que l'Olympique de Marseille. Arsenal : David Luiz a 4 pistes. Libre à l'issue du mois de juin, le défenseur brésilien d'Arsenal, notamment passé par le Paris Saint Germain, David Luiz pourrait revenir en Ligue 1. En effet, si l'on en croit certains médias, l'Olympique de Marseille serait sur les traces de l'international auriverde, mais le dossier est loin d'être gagné.

L'intéressé serait effectivement dans le viseur de quatre équipes au total dont l'OM, mais aussi le Benfica Lisbonne, l'Inter Miami et Flamengo, comme l'indique le journaliste Nicolo Schira. A noter que le défenseur souhaiterait une dernière expérience en Europe avant de retraverser l'Atlantique.



**DONNARUMMA AU PSG «D'ICI CE WEEKEND»**

Gianluigi Donnarumma, gardien de 22 ans de l'Italie (27 sélections), est arrivé au bout de son contrat à l'AC Milan cet été et se tourne vers un nouveau défi. Une situation qui a intéressé plusieurs grands clubs européens, dont le FC Barcelone et la Juventus Turin. Mais c'est au Paris Saint-Germain qu'arrive l'international italien. Cela se confirme encore ce matin avec Loïc Tanzi, journaliste de RMC Sport, qui confirme l'idée des derniers jours : tout sera bouclé dans les prochains jours.

Ce journaliste étant généralement fiable, il n'y a vraiment plus de doute aujourd'hui, à part sur le timing exact de la signature et la gestion de Donnarumma ensuite. La visite médicale sera probablement jeudi ou vendredi, après le match de l'Italie mercredi soir face à la Suisse dans le cadre de la 2e journée de la phase de groupes de l'Euro. Et ce ne devrait être qu'une formalité.

On attend surtout l'annonce officielle, et de voir ensuite ce que le PSG a en tête pour son poste de gardien. Le titulaire Keylor Navas (34 ans) sera-t-il vraiment dans une concurrence alors qu'il vient de signer une superbe saison et une prolongation de contrat ? Donnarumma peut-il accepter d'être numéro 2 ? Un prêt serait-il possible ? Paris va devoir gérer plusieurs interrogations.

**HAVERTZ : «JE DEVAIS ÊTRE LE NOUVEAU RONALDO»**

L'Allemand dit qu'il est bien conscient qu'il n'a pas joué son "meilleur football" dans les premiers mois de sa première saison à Stamford Bridge.

Kai Havertz a admis avoir ressenti la pression au début de sa carrière à Chelsea, affirmant que les supporters des Blues s'attendaient à ce qu'il soit "le nouveau Cristiano Ronaldo". Chelsea a investi 100 millions d'euros, bonus compris, dans les talents de l'international allemand l'été dernier, l'ayant vu émerger comme l'un des meilleurs jeunes joueurs de sa génération au Bayer Leverkusen, après une fin de saison 2019-2020 canon.

Le joueur de 22 ans a eu du mal à confirmer cette réputation au cours de ses premiers mois à Stamford Bridge, et s'est maintenant ouvert sur ses frustrations alors qu'il était avec l'équipe nationale d'Allemagne au championnat d'Europe. "Les gens s'attendent à ce que vous soyez le nouveau Cristiano Ronaldo", a déclaré Havertz à Süddeutsche Zeitung. "Mais ce ne sera pas si rapide, tout est nouveau et je n'ai vraiment pas joué mon meilleur football au début".

"J'ai ressenti une pression complètement différente de celle d'avant au Bayer Leverkusen", a ajouté l'Allemand. Kai Havertz a progressivement commencé à montrer sa meilleure forme à Chelsea après la nomination de son compatriote Thomas Tuchel en tant que nouvel entraîneur du club en janvier, et on lui a fait confiance pour débiter dans l'onze de départ lors de la finale de la Ligue des champions face à Manchester City le mois dernier.



**ALVARO MORATA SCILLE SON AVENIR**

Alvaro Morata sera un joueur de la Juventus Turin l'an prochain. Juventus Turin : Alvaro Morata scelle son avenir. Arrivé en provenance de l'Atletico Madrid, l'attaquant Alvaro Morata défend fièrement les couleurs de la Juventus Turin et il ne compte pas s'en aller. En effet, l'intéressé a confirmé dans les colonnes du journal Tuttosport qu'il allait disputer la prochaine saison sous les couleurs Bianconeri. "Je reste à la Juve. On attend l'officialisation mais j'ai déjà parlé avec le directeur sportif. Nous espérons une meilleure saison." Agé de 28 ans, Morata a disputé 44 matchs et inscrit 20 buts toutes compétitions cette saison. Il devrait être prêté pour une saison supplémentaire.

**Sterling prêt à dire non au Barça pour rester**

Champion d'Angleterre avec Manchester City, Raheem Sterling se sent pour le mieux chez les Sky Blues. Il n'envisage pas un départ lors du mercato estival.

Annoncé dans le viseur du FC Barcelone il y a quelques jours, l'ancien ailier des Reds de Liverpool compte bien poursuivre sa carrière avec Manchester City. « Je fais ce que je faisais avant l'arrivée des réseaux sociaux. Je ne regarde rien, je ne checke rien. C'est la chose la plus importante. » a-t-il déclaré à Talksport. Sterling, aujourd'hui en sélection pour préparer l'Euro 2020 avec l'Angleterre est encore sous contrat jusqu'en 2023.



**Cavani, la retraite après le Mondial ?**

Arrivé à Manchester United l'été dernier, libre après la fin de son contrat au Paris Saint-Germain, Edinson Cavani (34 ans, 39 matchs et 17 buts toutes compétitions cette saison) a réalisé une bonne première saison chez les Red Devils. Des performances qui ont poussé sa direction à lui offrir une prolongation jusqu'en juin 2022. Ensuite, quels sont les projets du "Mataador" ?

"Je pense que mon objectif au niveau de l'équipe nationale, et peut-être au niveau général, est d'atteindre la Coupe du monde au Qatar, et à partir de là, je prendrai du recul et je me consacrerai à ma famille, à mes proches et à mes affaires", a déclaré l'Uruguayen en conférence de presse. Le prochain Mondial au Qatar se déroulera du 21 novembre au 18 décembre 2022.



## CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE Le CNESE transmet un rapport au Président Tebboune

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rédha Tir, a transmis au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, jeudi passé, un rapport portant sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de la conférence nationale sur la relance économique, tenue les 18 et 19 août 2020, a indiqué lundi un communiqué de cette institution.

Le CNESE, explique le document, avait organisé récemment des rencontres-débats regroupant les représentants des départements ministériels et institutions nationales, consacrées au suivi de la mise en œuvre des dites recommandations et ses déclinaisons opérationnelles inhérentes aux mesures d'urgence et de court terme à fin 2021.

Le CNESE a également indiqué qu'il avait procédé à une première évaluation à la fin de l'année 2020, "qui a été sanctionnée par un rapport transmis au président de la République en février 2021".

A rappeler que M. Tebboune avait présidé le 18 août 2020 l'ouverture de la conférence nationale sur le plan de relance. Cet événement a été organisé autour de onze (11) ateliers, à savoir : le développement agricole, le développement industriel, dévelop-



pement minier, développement des ressources énergétiques, financement du développement, comment faciliter l'investissement, micro-entreprises et start-ups, développement des secteurs de soutien, maîtrise du commerce extérieur, industrie phar-

maceutique, filière BTPH. Il a réuni le gouvernement et ses partenaires afin de mettre en place un mode opératoire susceptible d'asseoir un nouveau modèle de croissance et de développement, basé sur la diversification et la durabilité, rappelle le CNESE.

## JUSTICE

### Corruption : un alourdissement de la peine requis contre "El Boucher"

Le représentant du parquet général près la Cour de Tipasa a requis, lundi, un alourdissement des peines prononcées à l'encontre des accusés dans l'affaire de corruption, dans laquelle Kamel Chikhi, dit "El Boucher", avait été condamné en première instance, à deux ans de prison ferme, en tant qu'accusé principal.

Au cours d'une séance publique de la chambre correctionnelle près la Cour de Tipasa, dans le cadre du recours en appel introduit par les accusés dans cette affaire, contre les peines prononcées le 18 avril dernier, par le tribunal de première instance de Tipasa, et du parquet du même tribunal, qui les poursuit, depuis 2018, le réquisitoire du parquet général a requis des peines plus lourdes à l'encontre des accusés. Après report du jugement de cette affaire en rôle, lundi dernier, la présidente du tribunal a annoncé le début d'au-

dience, par visioconférence, des accusés dont El Boucher, qui se trouve en détention dans un établissement pénitentiaire hors wilaya de Tipasa, en raison de son implication dans une autre affaire.

Le 18 avril dernier, le tribunal de première instance de Tipasa avait condamné Kamel Chikhi à deux ans de prison ferme pour "octroi d'indus privilégiés", tandis le chef de service chargé de l'enregistrement aux impôts, a été condamné à deux ans de prison, dont une année avec sursis, pour le délit d'octroi de dégrèvements et des exemptions fiscales illégaux, alors qu'il a été acquitté du délit d'obtention d'indus privilégiés".

Une employée au service de l'enregistrement aux impôts, s'est vue infliger une peine d'une année d'emprisonnement avec sursis, pour "octroi de dégrèvements et d'exemptions fiscales illégaux", tandis que le

tribunal a acquitté un notaire de Tipaza, répondant aux initiales de H. A, cité dans cette affaire, de toutes les charges retenues contre lui.

Lors de leur jugement en première instance, les accusés dans cette affaire avaient plaidé l'innocence, rejetant les accusations portées à leur encontre. L'accusé principal "El Boucher" a renié sa connaissance des parties dans cette affaire, ou d'une quelconque intention d'évasion fiscale. Kamel Chikhi a affirmé n'avoir traité "qu'avec le notaire et avoir juste requis l'accélération des procédures". Dans ses propos devant le tribunal, le notaire (A.H.), dont la défense a présenté un dossier médical informant qu'il souffre de « pertes de mémoire », a nié connaître cette affaire et a montré des difficultés à se rappeler les faits dans ses réponses à la juge et au représentant du parquet Cette af-

faire remonte à 2016, lorsque l'accusé Kamel Chikhi a signé, chez un notaire agréé de la ville de Tipasa, un contrat de transfert d'une propriété foncière (lui appartenant), de 4,541 M2, sise à Ain Benian (Alger), à une société à responsabilité limitée (promotion immobilière), dont il était associé et gérant, Kamel Chikhi a bénéficié au titre de ce contrat d'une réduction d'impôts, en ne versant qu'un taux de 1% des taxes dues sur la valeur du foncier (375 millions da), au lieu de 5%, en violation avec la législation en vigueur. Les enquêtes réalisées dans cette affaire ont fait ressortir que le Trésor public a subi une perte estimée à 15 millions de DA. Kamel Chikhi ayant versé, au Trésor, 3,750 millions de da, au lieu de 18,750 millions de da. Le procès se poursuit toujours avec les plaidoiries de la défense, avant la levée de l'audience et l'annonce de la date du verdict.

## CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE L'INFORMATION Belhimer participe au Caire aux travaux de la 51<sup>e</sup> session

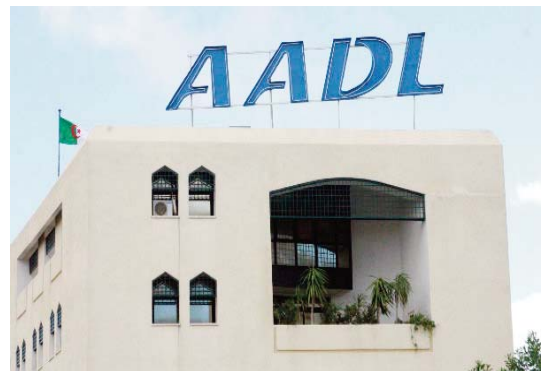
Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, participe au Caire aux travaux de la 51<sup>e</sup> session du Conseil des ministres arabes de l'Information et de la 13<sup>e</sup> session du Bureau exécutif, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

En marge des travaux de ces deux sessions qui ont été précédées par la 95<sup>e</sup> session de la Commission permanente de l'information arabe, M. Belhimer a visité, avec la délégation l'accompagnant, le groupe de presse Al-Ahram, où il a été reçu par le président du Conseil d'administration de la Fondation Al-Ahram, Abdel-Mohsen Salama, et le Rédacteur en chef du journal Al-Ahram, Alaa Thabet, en présence de hauts responsables de la Fondation. La rencontre a

porté sur "les voies et moyens de renforcer les relations bilatérales entre les établissements médiatiques des deux pays, notamment entre les groupes Al-Ahram et Echaab", a précisé la même source. Il a, dans ce cadre, été convenu d'établir une coopération et un jumelage entre les deux établissements, partant de "la forte volonté qui anime les deux parties en faveur du renforcement des relations bilatérales privilégiées entre les deux pays frères, l'Algérie et l'Égypte". A cette occasion, le ministre a visité les principaux services d'Al-Ahram où des explications lui ont été fournies sur leurs missions et leurs activités qui témoignent de la longue expérience de la Fondation Al-Ahram, a ajouté le communiqué.

## LOGEMENTS AADL

### Derniers préparatifs en prévision d'une opération d'envergure de distribution le 5 juillet prochain



La direction générale de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a tenu une réunion de coordination pour apporter les dernières retouches aux préparatifs en prévision d'une opération d'envergure de distribution de logements location-vente prévue le 5 juillet prochain à l'occasion du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse.

Ont pris part à cette réunion, le Directeur général en charge de la gestion des services de l'AADL, Fayçal Zitouni et les responsables de la direction de la souscription et de commercialisation, de la direction des projets et de la direction de gestion immobilière, lit-on sur la page Facebook de l'Agence.

Lors de cette réunion, M. Zitouni a appelé les directions à "davantage de coordination entre

elles en vue de mener à bien cette opération et faciliter les différentes procédures relatives au versement de la quatrième tranche ainsi que les procédures notariales".

Il a également mis l'accent sur la nécessité de dresser des Procès verbaux de réception-livraison signés par les services de Gest-Immo, la direction des projets et les représentants des souscripteurs, confirmant la bonne qualité des logements et le parachèvement des travaux VRD (eau, électricité, gaz et assainissement) mais aussi le bon fonctionnement des ascenseurs et de l'éclairage public.

Pour M. Zitouni, la réussite de cette opération "est importante et nécessaire pour relever le défi et faire aboutir la stratégie adoptée par le ministère de l'Habitat visant la livraison des logements dotés de toutes les commodités".

## MDN

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

### Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar

Un terroriste, en possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un chargeur garni de munitions, s'est rendu, dimanche, aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar (6<sup>ème</sup> Région militaire), indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le

cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des services de sécurité du Ministère de la Défense Nationale, le terroriste dénommé +HANNOUNI Ahmed+ dit +Ibrahim+, s'est rendu, hier dimanche 13 juin 2021, aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en 6<sup>e</sup> Région Militaire", pré-

cise la même source. "Ledit terroriste, qui avait rallié, en 2008, les groupes terroristes activant dans la région du Sahel, avait en sa possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un (01) chargeur garni de munitions", a ajouté le communiqué. Cette opération réitére "la détermination et

la vigilance de l'Armée Nationale Populaire dans la lutte antiterroriste et contre toute forme de criminalité ainsi que les efforts consentis, sur le terrain, par nos Forces Armées afin d'assurer un climat de paix et de sérénité à travers l'ensemble du territoire national", a conclu la même source.